Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFETE DU PAS-DE-CALAIS

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## RECUEIL n° 35 du 21 novembre 2016

Le Recueil des Actes Administratifs sous sa forme intégrale est consultable en Préfecture, dans les Sous-Préfectures, ainsi que sur le site Internet de la Préfecture (www.pas-de-calais.gouv.fr)

rue Ferdinand BUISSON - 62020 ARRAS CEDEX 9
tél. 03.21.21.20.00 fax 03.21.55.30.30

**CABINET.....4**

**BUREAU DE LA SECURITE ET DE LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE.....4**

**les présents arrêtés de vidéo protection datés du 30 Septembre abroges les arrêtés diffusés au RECUEIL n° 32 du 08 novembre 2016.....4**

Arrêté n° cab-bspd-2016/1123 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bully les mines.....4
Arrêté n°cab-bspd-2016/1085 préfectoral portant modification un système de vidéoprotection à bully les mines.....4
Arrêté n° cab-bspd-2016/1044 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....5
Arrêté n°cab-bspd-2016/1068 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....6
Arrêté n° cab-bspd-2016/1041 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....6
Arrêté n° cab-bspd-2016/1102 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....7
Arrêté n° cab-bspd-2016/1112 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....8
Arrêté n° cab-bspd-2016/1159 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....8
Arrêté n° cab-bspd-2016/1155 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....9
Arrêté n° cab-bspd-2016/1061 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay.....9
Arrêté n° cab-bspd-2016/1137 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à bruay.....10
Arrêté n° cab-bspd-2016/1157 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay.....11
Arrêté n° cab-bspd-2016/1059 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay.....11
Arrêté n° cab-bspd-2016/1140 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay.....12
Arrêté n° cab-bspd-2016/1003 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay.....12
Arrêté n° cab-bspd-2016/1077 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay.....13
Arrêté n° cab-bspd-2016/1094 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....14
Arrêté n° cab-bspd-2016/905 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais.....14
Arrêté n° cab-bspd-2016/1087 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à calonne ricouart. 15
Arrêté n° cab-bspd-2016/1005 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à calonne ricouart. 16
Arrêté n° cab-bspd-2016/963 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....16
Arrêté n° cab-bspd-2016/964 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....17
Arrêté n° cab-bspd-2016/950 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....18
Arrêté n° cab-bspd-2016/948 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....18
Arrêté n° cab-bspd-2016/1004 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais.....19
Arrêté n° cab-bspd-2016/1086 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à calais.....20
Arrêté n° cab-bspd-2016/924 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à calais.....20
Arrêté n° cab-bspd-2016/1134 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais.....21
Arrêté n° cab-bspd-2016/1121 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais.....21
Arrêté n° cab-bspd-2016/1113 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais.....22
Arrêté n° cab-bspd-2016/1128 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais.....23
Arrêté n° cab-bspd-2016/1131 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais.....23
Arrêté n° cab-bspd-2016/925 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à carvin.....24
Arrêté n° cab-bspd-2016/1006 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à carvin.....25
Arrêté n° cab-bspd-2016/1148 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à carvin.....25
Arrêté n° cab-bspd-2016/1141 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à carvin.....26
Arrêté n° cab-bspd-2016/910 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à coquelles.....27
Arrêté n° cab-bspd-2016/1156 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à coquelles.....27
Arrêté n° cab-bspd-2016/989 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à coulogne.....28
Arrêté n° cab-bspd-2016/952 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à courrieres.....28
Arrêté n° cab-bspd-2016/988 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....29
Arrêté n° cab-bspd-2016/986 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....30
Arrêté n° cab-bspd-2016/981 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....30
Arrêté n° cab-bspd-2016/983 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....31
Arrêté n° cab-bspd-2016/982 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....32
Arrêté n° cab-bspd-2016/984 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....32
Arrêté n° cab-bspd-2016/953 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers.....33
Arrêté n° cab-bspd-2016/1056 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à carvin.....34
Arrêté n° cab-bspd-2016/974 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à douvrin.....34
Arrêté n° cab-bspd-2016/927 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à drocourt.....35
Arrêté n° cab-bspd-2016/928 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à equihen plage 36
Arrêté n° cab-bspd-2016/1160 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à etaples.....36
Arrêté n°cab-bspd-2016/911 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à fauquembergues....37

Arrêté n°cab-bspd-2016/1055 préfectoral portant autorisation d'installer un syst de vidéoprotec à fouquieres bethune....37
Arrêté n° cab-bspd-2016/969 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à courrieres.....38
Arrêté n° cab-bspd-2016/968 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à courrieres.....39
Arrêté N° CAB-BSPD-2016/954 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à courrieres.....39
Arrêté n° cab-bspd-2016/1084 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à courrieres….40
Arrêté n° cab-bspd-2016/1090 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à courrieres….41
Arrêté n° cab-bspd-2016/1135 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à crequy.....41
Arrêté n° cab-bspd-2016/926 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à croisilles.....42
Arrêté n° cab-bspd-2016/1101 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à cucq.....43
Arrêté n° cab-bspd-2016/1013 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à cucq.....43
Arrêté n° cab-bspd-2016/1080 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à dainville.....44
Arrêté n° cab-bspd-2016/1016 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à hesdin l'abbe.….45
Arrêté n° cab-bspd-2016/929 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à hucqueliers.…45
Arrêté n° cab-bspd-2016/945 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à la comte.....46
Arrêté n° cab-bspd-2016/1099 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à Landrethun le nord. . .46
Arrêté n° cab-bspd-2016/1048 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à le parcq.....47
Arrêté n° cab-bspd-2016/1100 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à le portel.....48
Arrêté n° cab-bspd-2016/1018 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à le portel.....48
Arrêté n° cab-bspd-2016/1015 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à fressin.....49
Arrêté N° CAB-BSPD-2016/920 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à hardinghem....50
Arrêté n° cab-bspd-2016/1133 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à henin beaumont.....50
Arrêté n° cab-bspd-2016/1007 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à henin beaumont.....51
Arrêté n° cab-bspd-2016/1057 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotect à henin beaumont 52
Arrêté n° cab-bspd-2016/1054 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à henin beaumont. 52
Arrêté n° cab-bspd-2016/1050 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à henin beaumont. 53
Arrêté n° cab-bspd-2016/1117 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à hesdin.....53
Arrêté n° cab-bspd-2016/1017 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à hesdin l'abbe.....54

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT HAUTS-DE-FRANCE.....55**

**Service Eau et Nature.....55**
Arrêté portant sur la désignation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie.....55

**DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES.....67**

**Bureau de l'Animation Territoriale et des Entreprises.....67**
Ordre du jour des réunions du mardi 13 décembre 2016 commission départementale d'aménagement commercial du pas-de-calais.....67

# CABINET

**BUREAU DE LA SECURITE ET DE LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE**

**LES PRÉSENTS ARRÊTÉS DE VIDÉO PROTECTION DATÉS DU 30 SEPTEMBRE ABROGES LES ARRÊTÉS DIFFUSÉS AU RECUEIL N° 32 DU 08 NOVEMBRE 2016**

Arrêté n° cab-bspd-2016/1123 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bully les mines

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bully les mines | Groupe ahnac centre de psychothérapie boulevard lamandin | m. eric poulain | 2011/0200 op 2016/0921 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure et 5 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.(((((xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx)))))

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

Arrêté n°cab-bspd-2016/1085 préfectoral portant modification un système de vidéoprotection à bully les mines

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bully les mines | Lidl rue du 18 novembre 1869 | m. guillaume darras | 2013/0152 op 2016/0835 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 22 caméras intérieures et 3 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 10 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1044 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | sas le touquets périmètre : 57,59, 59 bis et 61 rue royale – 32 rue leveux | m. stanislas varella | *2008/7378 op 2016/0*615 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 28 jours.
ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n°cab-bspd-2016/1068 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | baudelet metaux 191 rue marcel doret | m. olivier ramackers | *2008/8032 op 2016/0*863 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1041 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | mairie – cité de la dentelle et de la mode<br>135 quai du commerce | le maire de la commune | *2008/8035 op 2016/0*881 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 17 caméras intérieures et 5 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1102 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | simply market calais<br>10 rue delaroche | m. anthony debeaussart | 2010/0047<br>op 2016/0683 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 7 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1112 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | maif<br>14 boulevard lafayette | m. marc deboutrois | 2011/0088<br>op 2016/0535 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1159 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | sarl d'hondt – boulangerie<br>2 rue anatole france | m. bernard scotte | 2011/0144<br>op 2016/1006 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1155 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | sarl calais drive – kfc calais<br>rue chemin vert | m. christophe debuissy | 2011/0229<br>op 2016/0986 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.
ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1061 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bruay | sas agora hotel – ibis styles béthune bruay<br>rue des frères lumière | m. paul edouard waquet | 2008/7126<br>op 2016/0852 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 4 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1137 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à bruay

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bruay la buissiere | sarl nuovo inizio – il ristorante<br>112 rue georges charpack | mme mélanie lambert | 2010/0057<br>op 2016/0937 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

Arrêté n° cab-bspd-2016/1157 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bruay | cass'62 – auto systeme sarl<br>2100 avenue de la libération | m. olivier petit | 2010/0183<br>op 2016/0844 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1059 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bruay | sarl eco hotel – inter hotel liberty<br>rue eric tabarly – parc de la porte nord | m. jean pierre cruccas | 2010/0251<br>op 2016/0702 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 7 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8  Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1140 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site  concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bruay la buissiere | cora<br>1115 avenue de la libération | m. marc aucoin | 2011/0220<br>op 2016/0959 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE  3  : La présente décision est délivrée pour 24 caméras intérieures et 6 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8  Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1003 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site  concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bruay la buissiere | commissariat de police | | 2011/0588 | 30/09/21 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 137 rue du commandant l'herminier | | op 2016/0926 | |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1077 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à bruay

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| bruay | erteco france groupe carrefour<br>rue desseilligny | m. guillaume riviere | 2016/0939 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 13 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 20 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1094 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | sarl calais calin – la mie caline<br>1 boulevard lafayette | m. benoit boullen | 2016/0778 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 3 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/905 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | direction centrale crs<br>périmètre : zi des dunes (angle garennes/dunes – angles garennes/huttes – route de gravelines – site privé eiffage/rue des huttes) – rocade n° 216 candélabres (dir niveau jungle – vidéo port jungle – terre plein cci/port) – zi des dunes parking sté graftech | | 2016/1013 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1087 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à calonne ricouart

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calonne ricouart | lidl<br>rue de la marne | m. guillaume darras | 2016/0837 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 22 caméras intérieures et 4 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 10 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

Arrêté n° cab-bspd-2016/1005 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à calonne ricouart

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calonne ricouart | commissariat de secteur<br>7 place rené lanoy | | 2016/0964 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 21 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/963 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie – esplanade sainte cécile<br>périmètre : esplanade sainte cécile | le maire de la commune | 2016/0902 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8  Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/964 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie<br>périmètre : boulevards sainte cécile et des avocettes | le maire de la commune | 2016/0903 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE  3  : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8  Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/950 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie<br>périmètre : boulevard sainte cécile, d940 et rue de sainte cécile | le maire de la commune | 2016/0904 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/948 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie<br>périmètre : allée des morillons et rue de la plage saint gabriel | le maire de la commune | 2016/0905 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1004 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | commissariat de police<br>rue antoine bourdelle | | *2011/0575*<br>*op 2016/*0963 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 4 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1086 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| calais | lidl<br>avenue saint exupéry | m. guillaume darras | 2012/0130<br><br>op 2016/0836 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 22 caméras intérieures et 4 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 10 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/924 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | la poste avenue georges clémenceau | | *2014//0418*<br>*op 2016/0819* | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 4 caméras intérieures et 3 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1134 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | Depannauto 1735 rue du beau marais | m. ludovic nivaille | 2016/0465 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1121 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| calais | selarl pharmacie dupuis – pharmacie mivoix<br><br>rue georges guynemer – cc carrefour | m. benjamin dupuis | 2016/0661 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 4 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1113 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | sarl kap'immo – orpi 16 boulevard pasteur | m. patrick gombert | 2016/0662 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 20 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1128 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | eirl gherissi les nations<br>21 boulevard de l'egalité | m. khalid gherissi | 2016/0719 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 3 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1131 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à calais

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| calais | snc cousin freres – tabac jacquard<br>57 boulevard jacquard | m. hervé cousin | 2016/0738 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 4 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/925 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à carvin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| carvin | la poste<br>69 rue de la gare | | 2010/0188<br>op 2016/0758 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 8 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1006 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à carvin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| carvin | commissariat de police<br>1 bis rue pasteur | | 2011/0576<br>op 2016/0981 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures et 5 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1148 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à carvin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| carvin | inpost france<br>165 route de meurchin | m. olivier binet | 2016/0972 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 3 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1141 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à carvin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| carvin | Lidl route d'oignies | m. stéphane masson | 2016/0985 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 22 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 10 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

Arrêté n° cab-bspd-2016/910 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à coquelles

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| coquelles | sas gaumont calais<br>1001 boulevard du kent | mme nataly lavigne | 2008/7121<br>op 2016/0777 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 7 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 14 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1156 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à coquelles

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| coquelles | steak n shake<br>1001 boulevard du kent | m. grégory bonduel | 2016/1009 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 7 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/989 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à coulogne

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| coulogne | mairie<br>périmètre rues paul doumer, arthur bart, louis clipet, des hauts champs et louis denis | le maire de la commune | 2016/0709 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/952 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à courrieres

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| courrieres | mairie – centre culturel<br>périmètre : rue aristide briand (centre | le maire de la commune | 2011/0616<br>op 2016/0643 | 30/09/21 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | culturel cinémé – voie de circulation – parking et voie piétonne) | | | |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/988 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie<br>périmètre rues du vieux moulin, de la plage saint gabriel et du campe de rosamel | le maire de la commune | 2016/0906 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé

auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/986 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie – rue du bosquet<br>périmètre : rue du bosquet | le maire de la commune | 2016/0907 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/981 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| **commune** | **site concerné** | **responsable** | **numéro** | **caducité** |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie – route d'etaples et rue de l'eglise<br>périmètre : route d'etaples et rue de l'eglise | le maire de la commune | 2016/0908 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/983 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie – route de widehem et rue du vieux moulin<br>périmètre : route de widehem et rue du vieux moulin | le maire de la commune | 2016/0909 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/982 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie – route de boulogne<br>périmètre : route de boulogne | le maire de la commune | 2016/0910 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/984 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | mairie – rue de la plage saint gabriel<br>périmètre : rue de la plage saint gabriel | le maire de la commune | 2016/0911 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/953 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à camiers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| camiers | Mairie périmètre : chemin des bâteaux et allée des jacinthes | le maire de la commune | 2016/0912 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1056 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à carvin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| **commune** | **site concerné** | **responsable** | **numéro** | **caducité** |
|---|---|---|---|---|
| carvin | caab – mc donald's route d'oigniers | m. bernard bauby | *2008/7477 op 2016/0870* | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 6 caméras intérieures et 6 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/974 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à douvrin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| douvrin | mairie – mapad les héliantines<br>rue de lesne | le maire de la commune | 2010/0056<br>op 2016/0861 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/927 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à drocourt

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| **commune** | **site concerné** | **responsable** | **numéro** | **caducité** |
|---|---|---|---|---|
| drocourt | la poste 63 rue joseph noël | | *2008//2033 op 2016/0821* | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/928 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à equihen plage

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| equihen plage | la poste<br>rue albert bécard | | 2016/0818 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1160 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à etaples

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| etaples | bigot materiaux boulevard valigot | m. samuel bigot | 2011/0455<br>op 2016/0989 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 3 caméras intérieures et 7 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé

auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n°cab-bspd-2016/911 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à fauquembergues

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| fauquembergues | communauté de communes du canton de fauquembergues 28 avenue roland huguet | m. le président | 2016/0843 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures et 4 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n°cab-bspd-2016/1055 préfectoral portant autorisation d'installer un syst de vidéoprotec à fouquieres bethune

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| fouquieres les bethune | beth'1 – kfc rue du faubourg saint pry | m. philippe heude | 2008/8014 op 2016/0788 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 4 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/969 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à courrieres

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| courrieres | mairie – foyer daniel deloffre périmètre : rue des fusillés (salle du foyer restaurant – voie publique de circulation et parking) | le maire de la commune | *2011/0617*<br>*op 2016/0*645 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/968 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à courrieres

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| courrieres | mairie ferme pédagogique et ses abords périmètre bâtiment administratif de la ferme hangar de sockage hangar à chevaux – parking et vlie piétonne | le maire de la commune | *2011/0618*<br>*op 2016/0644* | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté N° CAB-BSPD-2016/954 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à courrieres

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| courrieres | mairie complexe sportif centre aquatique et abords périmètre : rue rimbaud | le maire de la commune | *2011/0619*<br>*op 2016/0646* | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1084 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à courrieres

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| courrieres | la halle chaussures rue raoul briquet | m. e berthelot | 2016/0590 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1090 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à courrieres

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| courrieres | orchestra premaman 5 rue raoul briquet | m. hervé garand | 2016/0772 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 5 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1135 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à crequy

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| crequy | big mat moronval 45 rue rulfort | mme moronval épouse talmant | *2008/7139 op 2016/0*931 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 11 caméras intérieures et 3 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/926 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à croisilles

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| croisilles | la poste<br>rue pierre poutrain | | 2016/0812 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1101 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à cucq

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| cucq | sas repfond intermarche avenue françois godin | m. grégory golliot | 2008/7478 op 2016/0741 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 36 caméras intérieures et 7 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1013 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à cucq

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| cucq | la poste place jean sapin – stella plage | | 2016/1002 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1080 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à dainville

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| dainville | eurl arras jouets joueclub 42 rue auriol | *m. sylvain blain* | *2011/0178 op 2016/0736* | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 13 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1016 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à hesdin l'abbe

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| hesdin l'abbe | Mairie périmètresalle des sports groupes scolaires terrrain de sports chemin d'accès place | le maire de la commune | 2016/0860 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 10 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/929 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à hucqueliers

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| hucqueliers | la poste 6 rue jl b cocquerel | | 2016/0789 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/945 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à la comte

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| la comte | Mairie 30 rue du moulin | le maire de la commune | 2016/0685 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 1 caméra intérieure.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1099 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à Landrethun le nord

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| Landrethun le nord | sarl valauchris–carrefour contact rue jean monnet | m. christophe caplain | 2011/0236 op 2016/0727 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 7 caméras intérieures et 3 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1048 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à le parcq

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| le parcq | le parcq auto loisirs 4 rue du chemin vert | m. romain delfosse | 2016/0636 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1100 préfectoral portant modification d'un système de vidéoprotection à le portel

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| le portel | sas philpas – intermache impasse stein | m. david ducrotoy | 2008/8054 op 2016/0693 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 30 caméras intérieures et 6 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1018 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à le portel

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| le portel | Mairie périmètre rues tack, des lettres de mon moulin, des pêcheurs d'islande, des pagodes d'or du matelot | le maire de la commune | 2010/0092 op 2016/0962 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1015 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à fressin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| fressin | Mairie périmètre : grand rue – rues blanche, de planques et du mont hulain | le maire de la commune | 2016/0994 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour un périmètre vidéo protégé.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

Arrêté N° CAB-BSPD-2016/920 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à hardinghem

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| hardinghem | la poste<br>rue de l'église | | 2016/0790 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 3 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1133 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à henin beaumont

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| henin beaumont | Snc la civette 31 rue denis papin | m. frédéric deweder | 2008/8067<br>op 2016/0868 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 4 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 7 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8  Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1007 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à henin beaumont

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| henin beaumont | commissariat de police<br>90 avenue des fusillés | | 2011/0577<br>op 2016/0982 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE  3  : La présente décision est délivrée pour 3 caméras intérieures et 3 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8  Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1057 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotect à henin beaumont

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| henin beaumont | pizza pai boulevard de konin | m. stéphane grebaut | 2016/0605 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras intérieures et 4 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 15 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1054 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à henin beaumont

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| henin beaumont | au boulot de mick henin<br>590 boulevard schweitzer | m. mickaël bailleux | 2016/0608 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 6 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1050 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotec à henin beaumont

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| henin beaumont | collège jean macé<br>rue du capitaine bonnelle | m. jean baptiste granado | 2016/0705 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 4 caméras extérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 21jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1117 préfectoral portant autorisation d'installer un système de vidéoprotection à hesdin

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| hesdin | pharmacie de la place<br>9 place d'armes | mme odile desmons | 2016/0671 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 5 caméras intérieures.

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission et autorisée est de 30 jours.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

---

Arrêté n° cab-bspd-2016/1017 préfectoral portant renouvellement d'un système de vidéoprotec à hesdin l'abbe

par arrêté du 30 Septembre 2016

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 Le système de vidéoprotection dont les caractéristiques suivent est autorisé, dans les conditions figurant au tableau ci-après :

| commune | site concerné | responsable | numéro | caducité |
|---|---|---|---|---|
| hesdin l'abbe | mairie – salle polyvalente<br>grand place | le maire de la commune | 2010/0095<br>op 2016/0859 | 30/09/21 |

ARTICLE 2 : Le public devra être informé de l'existence de cette installation par voie d'affiche(s) disposée(s) de sorte que toute personne pouvant être visionnée puisse s'y attendre.

ARTICLE 3 : La présente décision est délivrée pour 2 caméras extérieures « voie publique ».

ARTICLE 4 : Un enregistrement des images est effectué. Sa durée de conservation préconisée par la commission est de 10 jours sans que le délai ne puisse dépasser la durée de conservation maximale de 30 jours fixée par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

ARTICLE 6 Toute personne désirant obtenir l'accès aux images la concernant peut en faire la demande auprès du responsable indiqué à l'article 1. Ce droit s'exerce localement.

ARTICLE 7 :Les agents des services de police ou de gendarmerie nationales dûment habilités ont accès aux images et enregistrements.

ARTICLE 8 Toute modification substantielle d'un des éléments de la déclaration du système de vidéoprotection doit être déclarée par le titulaire de la présente autorisation, délivrée pour une durée de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 9 :La présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 (II à VI) de la loi modifiée du 21 janvier 1995 susvisée, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

ARTICLE 10 La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du Ministre dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 11 Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture du Pas-de-Calais, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour la Préfète,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
signé Etienne DESPLANQUES.

# DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT HAUTS-DE-FRANCE

**SERVICE EAU ET NATURE**

Arrêté portant sur la désignation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie

par arrêté du 18 novembre 2016

sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des hauts-de-france, délégué de bassin artois-picardie.

Article 1er :La liste des communes du bassin Artois-Picardie en zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole est annexée au présent arrêté. Les communes qui feront l'objet d'une délimitation infracommunale, en application de l'article R211-77 du code de l'environnement sont indiquées en gras.

Article 2 : Les arrêtés du 28 décembre 2012 et du 13 mars 2015 portant sur la désignation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie sont abrogés.

Article 3 :Le présent inventaire des zones vulnérables est rendu public. En particulier, dans toutes les communes classées en zones vulnérables, cette décision fera l'objet d'un affichage en mairie.

Article 4 :Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :Les préfets de région et de département du bassin Artois Picardie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, délégué de bassin, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France et des préfectures des départements concernés.

Michel LALANDE

ANNEXE à l'arrêté portant sur la désignation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie

liste des communes en zones vulnérables

| | |
|---|---|
| 02006 | AISONVILLE-ET-BERNOVILLE |
| 02019 | ANNOIS |
| 02025 | ARTEMPS |
| 02029 | ATTILLY |
| 02030 | AUBENCHEUL-AUX-BOIS |
| 02032 | AUBIGNY-AUX-KAISNES |
| 02050 | BARZY-EN-THIERACHE |
| 02056 | BEAUMONT-EN-BEINE |
| 02057 | BEAUREVOIR |
| 02060 | BEAUVOIS-EN-VERMANDOIS |
| 02061 | BECQUIGNY |
| 02063 | BELLENGLISE |
| 02065 | BELLICOURT |
| 02067 | BERGUES-SUR-SAMBRE |
| 02095 | BOHAIN-EN-VERMANDOIS |
| 02100 | BONY |
| 02112 | BRANCOURT-LE-GRAND |
| 02117 | BRAY-SAINT-CHRISTOPHE |
| 02142 | CASTRES |
| 02143 | LE CATELET |
| 02144 | CAULAINCOURT |
| 02199 | CLASTRES |
| 02214 | CONTESCOURT |
| 02240 | CROIX-FONSOMME |
| 02246 | CUGNY |
| 02257 | DALLON |
| 02270 | DOUCHY |
| 02273 | DURY |
| 02287 | ESSIGNY-LE-GRAND |
| 02288 | ESSIGNY-LE-PETIT |
| 02291 | ESTREES |
| 02293 | ETAVES-ET-BOCQUIAUX |
| 02296 | ETREILLERS |
| 02303 | FAYET |
| 02308 | FESMY-LE-SART |
| 02310 | FIEULAINE |
| 02312 | LA FLAMENGRIE |
| 02315 | FLAVY-LE-MARTEL |
| 02317 | FLUQUIERES |
| 02319 | FONSOMME |
| 02320 | FONTAINE-LES-CLERCS |
| 02322 | FONTAINE-NOTRE-DAME |
| 02323 | FONTAINE-UTERTE |
| 02324 | FONTENELLE |
| 02327 | FORESTE |
| 02330 | FRANCILLY-SELENCY |
| 02334 | FRESNOY-LE-GRAND |
| 02340 | GAUCHY |
| 02343 | GERMAINE |
| 02345 | GIBERCOURT |
| 02352 | GOUY |
| 02355 | GRICOURT |
| 02359 | GRUGIES |
| 02367 | HAPPENCOURT |
| 02370 | HARGICOURT |
| 02371 | HARLY |
| 02374 | LEHAUCOURT |
| 02380 | HINACOURT |
| 02382 | HOLNON |
| 02383 | HOMBLIERES |
| 02390 | JEANCOURT |
| 02392 | JONCOURT |
| 02397 | JUSSY |
| 02402 | LANCHY |
| 02417 | LEMPIRE |
| 02420 | LESDINS |
| 02426 | LEVERGIES |
| 02451 | MAGNY-LA-FOSSE |
| 02452 | MAISSEMY |
| 02459 | MARCY |
| 02476 | MENNEVRET |
| 02481 | MESNIL-SAINT-LAURENT |
| 02488 | MOLAIN |
| 02500 | MONTBREHAIN |
| 02504 | MONTESCOURT-LIZEROLLES |
| 02511 | MONTIGNY-EN-ARROUAISE |
| 02525 | MORCOURT |
| 02539 | NAUROY |
| 02549 | NEUVILLE-SAINT-AMAND |
| 02569 | OISY |
| 02570 | OLLEZY |
| 02571 | OMISSY |
| 02584 | PAPLEUX |
| 02604 | PITHON |
| 02614 | PONTRU |
| 02615 | PONTRUET |
| 02618 | PREMONT |
| 02635 | RAMICOURT |
| 02637 | REMAUCOURT |
| 02647 | RIBEAUVILLE |
| 02650 | ROCQUIGNY |
| 02658 | ROUPY |
| 02659 | ROUVROY |
| 02683 | SAINT-MARTIN-RIVIERE |
| 02691 | SAINT-QUENTIN |
| 02694 | SAINT-SIMON |
| 02702 | SAVY |
| 02703 | SEBONCOURT |
| 02708 | SEQUEHART |
| 02709 | SERAIN |
| 02710 | SERAUCOURT-LE-GRAND |
| 02726 | SOMMETTE-EAUCOURT |
| 02747 | TREFCON |
| 02752 | TUGNY-ET-PONT |
| 02756 | URVILLERS |
| 02760 | LA VALLEE-MULATRE |
| 02769 | VAUX-ANDIGNY |
| 02772 | VAUX-EN-VERMANDOIS |
| 02774 | VENDELLES |
| 02776 | VENDHUILE |
| 02782 | LE VERGUIER |
| 02785 | VERMAND |
| 02808 | VILLERET |
| 02815 | VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE |
| 02830 | WASSIGNY |
| 59001 | ABANCOURT |
| 59002 | ABSCON |
| 59003 | AIBES |
| 59004 | AIX |
| 59005 | ALLENNES-LES-MARAIS |
| 59006 | AMFROIPRET |
| 59007 | ANHIERS |
| 59008 | ANICHE |
| 59009 | VILLENEUVE-D'ASCQ |
| 59010 | ANNEUX |
| 59011 | ANNOEULLIN |
| 59013 | ANSTAING |
| 59014 | ANZIN |
| 59015 | ARLEUX |
| 59016 | ARMBOUTS-CAPPEL |
| 59017 | ARMENTIERES |
| 59018 | ARNEKE |
| 59019 | ARTRES |
| 59021 | ASSEVENT |
| 59022 | ATTICHES |
| 59023 | AUBENCHEUL-AU-BAC |
| 59024 | AUBERCHICOURT |
| 59025 | AUBERS |
| 59026 | AUBIGNY-AU-BAC |
| 59027 | AUBRY-DU-HAINAUT |
| 59028 | AUBY |
| 59029 | AUCHY-LEZ-ORCHIES |
| 59031 | AUDIGNIES |
| 59032 | AULNOY-LEZ-VALENCIENNES |
| 59033 | AULNOYE-AYMERIES |
| 59034 | AVELIN |
| 59035 | AVESNELLES |
| 59036 | AVESNES-SUR-HELPE |
| 59037 | AVESNES-LES-AUBERT |
| 59038 | AVESNES-LE-SEC |
| 59039 | AWOINGT |
| 59041 | BACHANT |
| 59042 | BACHY |
| 59043 | BAILLEUL |
| **59044** | **BAISIEUX *** |
| 59046 | BAMBECQUE |
| 59047 | BANTEUX |
| 59048 | BANTIGNY |
| 59049 | BANTOUZELLE |
| 59050 | BAS-LIEU |
| 59051 | LA BASSEE |
| 59052 | BAUVIN |
| 59053 | BAVAY |
| 59054 | BAVINCHOVE |
| 59055 | BAZUEL |
| 59056 | BEAUCAMPS-LIGNY |
| 59057 | BEAUDIGNIES |
| 59058 | BEAUFORT |
| 59059 | BEAUMONT-EN-CAMBRESIS |
| 59060 | BEAURAIN |
| 59061 | BEAUREPAIRE-SUR-SAMBRE |
| 59062 | BEAURIEUX |
| 59063 | BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS |
| 59064 | BELLAING |
| 59065 | BELLIGNIES |
| 59066 | BERELLES |
| 59067 | BERGUES |
| 59068 | BERLAIMONT |
| 59069 | BERMERAIN |
| 59070 | BERMERIES |
| 59071 | BERSEE |
| 59072 | BERSILLIES |
| 59073 | BERTHEN |
| 59074 | BERTRY |
| 59075 | BETHENCOURT |
| 59076 | BETTIGNIES |
| 59077 | BETTRECHIES |
| 59078 | BEUGNIES |
| 59079 | BEUVRAGES |
| 59080 | BEUVRY-LA-FORET |
| 59081 | BEVILLERS |
| 59082 | BIERNE |
| 59083 | BISSEZEELE |
| 59084 | BLARINGHEM |
| 59085 | BLECOURT |
| 59086 | BOESCHEPE |
| 59087 | BOESEGHEM |
| 59088 | BOIS-GRENIER |
| 59089 | BOLLEZEELE |
| **59090** | **BONDUES *** |
| 59091 | BORRE |
| 59092 | BOUCHAIN |
| 59093 | BOULOGNE-SUR-HELPE |
| 59094 | BOURBOURG |
| **59096** | **BOURGHELLES *** |
| 59097 | BOURSIES |
| 59098 | BOUSBECQUE |
| 59099 | BOUSIES |
| 59100 | BOUSIGNIES |
| 59101 | BOUSIGNIES-SUR-ROC |
| 59102 | BOUSSIERES-EN-CAMBRESIS |
| 59103 | BOUSSIERES-SUR-SAMBRE |
| 59104 | BOUSSOIS |
| 59105 | BOUVIGNIES |
| 59106 | BOUVINES |
| 59107 | BRAY-DUNES |
| 59108 | BRIASTRE |
| 59109 | BRILLON |
| 59110 | BROUCKERQUE |
| 59111 | BROXEELE |
| 59112 | BRUAY-SUR-L'ESCAUT |
| 59113 | BRUILLE-LEZ-MARCHIENNES |
| 59114 | BRUILLE-SAINT-AMAND |
| 59115 | BRUNEMONT |
| 59116 | BRY |
| 59117 | BUGNICOURT |
| 59118 | BUSIGNY |
| 59119 | BUYSSCHEURE |
| 59120 | CAESTRE |
| 59121 | CAGNONCLES |
| 59122 | CAMBRAI |

| | |
|---|---|
| 59123 | CAMPHIN-EN-CAREMBAULT |
| **59124** | **CAMPHIN-EN-PEVELE *** |
| 59125 | CANTAING-SUR-ESCAUT |
| 59126 | CANTIN |
| 59127 | CAPELLE |
| 59128 | CAPINGHEM |
| 59129 | CAPPELLE-EN-PEVELE |
| 59130 | CAPPELLE-BROUCK |
| 59131 | CAPPELLE-LA-GRANDE |
| 59132 | CARNIERES |
| 59133 | CARNIN |
| 59134 | CARTIGNIES |
| 59135 | CASSEL |
| 59136 | LE CATEAU-CAMBRESIS |
| 59137 | CATILLON-SUR-SAMBRE |
| 59138 | CATTENIERES |
| 59139 | CAUDRY |
| 59140 | CAULLERY |
| 59141 | CAUROIR |
| 59142 | CERFONTAINE |
| 59143 | LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES |
| 59144 | CHATEAU-L'ABBAYE |
| 59145 | CHEMY |
| 59146 | CHERENG |
| 59147 | CHOISIES |
| 59148 | CLAIRFAYTS |
| 59149 | CLARY |
| 59150 | COBRIEUX |
| 59151 | COLLERET |
| 59152 | COMINES |
| 59153 | CONDE-SUR-L'ESCAUT |
| 59154 | COUDEKERQUE-VILLAGE |
| 59155 | COUDEKERQUE-BRANCHE |
| 59156 | COURCHELETTES |
| 59157 | COUSOLRE |
| 59158 | COUTICHES |
| 59159 | CRAYWICK |
| 59160 | CRESPIN |
| 59161 | CREVECOEUR-SUR-L'ESCAUT |
| 59162 | CROCHTE |
| **59163** | **CROIX *** |
| 59164 | CROIX-CALUYAU |
| 59165 | CUINCY |
| 59166 | CURGIES |
| 59167 | CUVILLERS |
| **59168** | **CYSOING *** |
| 59169 | DAMOUSIES |
| 59170 | DECHY |
| 59171 | DEHERIES |
| 59172 | DENAIN |
| 59173 | DEULEMONT |
| 59174 | DIMECHAUX |
| 59175 | DIMONT |
| 59176 | DOIGNIES |
| 59177 | DOMPIERRE-SUR-HELPE |
| 59178 | DOUAI |
| 59179 | DOUCHY-LES-MINES |
| 59180 | LE DOULIEU |
| 59181 | DOURLERS |
| 59182 | DRINCHAM |
| 59183 | DUNKERQUE |
| 59184 | EBBLINGHEM |
| 59185 | ECAILLON |
| 59186 | ECCLES |
| 59187 | ECLAIBES |
| 59188 | ECUELIN |
| 59189 | EECKE |
| 59190 | ELESMES |
| 59191 | ELINCOURT |
| 59192 | EMERCHICOURT |
| 59193 | EMMERIN |
| 59194 | ENGLEFONTAINE |
| 59195 | ENGLOS |
| 59196 | ENNETIERES-EN-WEPPES |
| 59197 | ENNEVELIN |
| 59199 | ERCHIN |
| 59200 | ERINGHEM |
| 59201 | ERQUINGHEM-LE-SEC |
| 59202 | ERQUINGHEM-LYS |
| 59203 | ERRE |
| 59204 | ESCARMAIN |
| 59205 | ESCAUDAIN |
| 59206 | ESCAUDOEUVRES |
| 59207 | ESCAUTPONT |
| 59208 | ESCOBECQUES |
| 59209 | ESNES |
| 59210 | ESQUELBECQ |
| 59211 | ESQUERCHIN |
| 59212 | ESTAIRES |
| 59213 | ESTOURMEL |
| 59214 | ESTREES |
| 59215 | ESTREUX |
| 59216 | ESWARS |
| 59217 | ETH |
| 59218 | ETROEUNGT |
| 59219 | ESTRUN |
| 59220 | FACHES-THUMESNIL |
| 59221 | FAMARS |
| 59222 | FAUMONT |
| 59223 | LE FAVRIL |
| 59224 | FECHAIN |
| 59225 | FEIGNIES |
| 59227 | FENAIN |
| 59228 | FERIN |
| 59230 | FERRIERE-LA-GRANDE |
| 59231 | FERRIERE-LA-PETITE |
| 59232 | LA FLAMENGRIE |
| 59234 | FLERS-EN-ESCREBIEUX |
| 59236 | FLESQUIERES |
| 59237 | FLETRE |
| 59238 | FLINES-LES-MORTAGNE |
| 59239 | FLINES-LEZ-RACHES |
| 59240 | FLOURSIES |
| 59241 | FLOYON |
| 59242 | FONTAINE-AU-BOIS |
| 59243 | FONTAINE-AU-PIRE |
| 59244 | FONTAINE-NOTRE-DAME |
| 59246 | FOREST-EN-CAMBRESIS |
| 59247 | FOREST-SUR-MARQUE |
| 59249 | FOURMIES |
| 59250 | FOURNES-EN-WEPPES |
| 59251 | FRASNOY |
| 59252 | FRELINGHIEN |
| 59253 | FRESNES-SUR-ESCAUT |
| 59254 | FRESSAIN |
| 59255 | FRESSIES |
| 59256 | FRETIN |
| 59257 | FROMELLES |
| 59258 | GENECH |
| 59259 | GHISSIGNIES |
| 59260 | GHYVELDE |
| 59262 | GODEWAERSVELDE |
| 59263 | GOEULZIN |
| 59264 | GOGNIES-CHAUSSEE |
| 59265 | GOMMEGNIES |
| 59266 | GONDECOURT |
| 59267 | GONNELIEU |
| 59268 | LA GORGUE |
| 59269 | GOUZEAUCOURT |
| 59270 | GRAND-FAYT |
| 59271 | GRANDE-SYNTHE |
| 59272 | GRAND-FORT-PHILIPPE |
| 59273 | GRAVELINES |
| 59274 | LA GROISE |
| **59275** | **GRUSON *** |
| 59276 | GUESNAIN |
| 59277 | GUSSIGNIES |
| 59278 | HALLENNES-LEZ-HAUBOURDIN |
| 59279 | HALLUIN |
| 59280 | HAMEL |
| 59281 | HANTAY |
| 59282 | HARDIFORT |
| 59283 | HARGNIES |
| 59284 | HASNON |
| 59285 | HASPRES |
| 59286 | HAUBOURDIN |
| 59287 | HAUCOURT-EN-CAMBRESIS |
| 59288 | HAULCHIN |
| 59289 | HAUSSY |
| 59290 | HAUT-LIEU |
| 59291 | HAUTMONT |
| 59292 | HAVELUY |
| 59293 | HAVERSKERQUE |
| 59294 | HAYNECOURT |
| 59295 | HAZEBROUCK |
| 59296 | HECQ |
| 59297 | HELESMES |
| **59299** | **HEM *** |
| 59300 | HEM-LENGLET |
| 59301 | HERGNIES |
| 59302 | HERIN |
| 59303 | HERLIES |
| 59304 | HERRIN |
| 59305 | HERZEELE |
| 59306 | HESTRUD |
| 59307 | HOLQUE |
| 59308 | HONDEGHEM |
| 59309 | HONDSCHOOTE |
| 59310 | HON-HERGIES |
| 59311 | HONNECHY |
| 59312 | HONNECOURT-SUR-ESCAUT |
| 59313 | HORDAIN |
| 59314 | HORNAING |
| 59315 | HOUDAIN-LEZ-BAVAY |
| 59316 | HOUPLIN-ANCOISNE |
| 59317 | HOUPLINES |
| 59318 | HOUTKERQUE |
| 59319 | HOYMILLE |
| 59320 | ILLIES |
| 59321 | INCHY |
| 59322 | IWUY |
| 59323 | JENLAIN |
| 59324 | JEUMONT |
| 59325 | JOLIMETZ |
| 59326 | KILLEM |
| 59327 | LALLAING |
| 59328 | LAMBERSART |
| 59329 | LAMBRES-LEZ-DOUAI |
| 59330 | LANDAS |
| 59331 | LANDRECIES |
| 59333 | LAROUILLIES |
| 59334 | LAUWIN-PLANQUE |
| 59335 | LECELLES |
| 59336 | LECLUSE |
| 59337 | LEDERZEELE |
| 59338 | LEDRINGHEM |
| 59340 | LEFFRINCKOUCKE |
| 59341 | LESDAIN |
| 59342 | LEZ-FONTAINE |
| 59343 | LESQUIN |
| 59344 | LEVAL |
| 59345 | LEWARDE |
| 59346 | LEZENNES |
| 59348 | LIEU-SAINT-AMAND |
| 59349 | LIGNY-EN-CAMBRESIS |
| 59350 | LILLE |
| 59351 | LIMONT-FONTAINE |
| 59352 | LINSELLES |
| 59353 | LOCQUIGNOL |
| 59354 | LOFFRE |
| 59356 | LOMPRET |
| 59357 | LA LONGUEVILLE |
| 59358 | LOOBERGHE |
| 59359 | LOON-PLAGE |
| 59360 | LOOS |
| 59361 | LOURCHES |
| 59363 | LOUVIGNIES-QUESNOY |
| 59364 | LOUVIL |
| 59365 | LOUVROIL |
| 59366 | LYNDE |
| 59368 | LA MADELEINE |

| | |
|---|---|
| 59369 | MAING |
| 59370 | MAIRIEUX |
| 59371 | LE MAISNIL |
| 59372 | MALINCOURT |
| 59374 | MARBAIX |
| 59375 | MARCHIENNES |
| 59377 | MARCOING |
| 59378 | MARCQ-EN-BAROEUL |
| 59379 | MARCQ-EN-OSTREVENT |
| 59381 | MARESCHES |
| 59382 | MARETZ |
| 59383 | MARLY |
| 59384 | MAROILLES |
| 59385 | MARPENT |
| 59386 | MARQUETTE-LEZ-LILLE |
| 59387 | MARQUETTE-EN-OSTREVANT |
| 59388 | MARQUILLIES |
| 59389 | MASNIERES |
| 59390 | MASNY |
| 59391 | MASTAING |
| 59392 | MAUBEUGE |
| 59393 | MAULDE |
| 59394 | MAUROIS |
| 59395 | MAZINGHIEN |
| 59396 | MECQUIGNIES |
| 59397 | MERCKEGHEM |
| 59398 | MERIGNIES |
| 59399 | MERRIS |
| 59400 | MERVILLE |
| 59401 | METEREN |
| 59402 | MILLAM |
| 59403 | MILLONFOSSE |
| 59404 | LES MOERES |
| 59405 | MOEUVRES |
| 59406 | MONCEAU-SAINT-WAAST |
| 59407 | MONCHAUX-SUR-ECAILLON |
| 59408 | MONCHEAUX |
| 59409 | MONCHECOURT |
| 59410 | MONS-EN-BAROEUL |
| 59411 | MONS-EN-PEVELE |
| 59412 | MONTAY |
| 59413 | MONTIGNY-EN-CAMBRESIS |
| 59414 | MONTIGNY-EN-OSTREVENT |
| 59415 | MONTRECOURT |
| 59416 | MORBECQUE |
| 59418 | MORTAGNE-DU-NORD |
| 59419 | MOUCHIN |
| **59421** | **MOUVAUX *** |
| 59422 | NAVES |
| 59423 | NEUF-BERQUIN |
| 59424 | NEUF-MESNIL |
| 59425 | NEUVILLE-EN-AVESNOIS |
| **59426** | **NEUVILLE-EN-FERRAIN *** |
| 59427 | LA NEUVILLE |
| 59428 | NEUVILLE-SAINT-REMY |
| 59429 | NEUVILLE-SUR-ESCAUT |
| 59430 | NEUVILLY |
| 59431 | NIEPPE |
| 59432 | NIERGNIES |
| 59433 | NIEURLET |
| 59434 | NIVELLE |
| 59435 | NOMAIN |
| 59436 | NOORDPEENE |
| 59437 | NOYELLES-LES-SECLIN |
| 59438 | NOYELLES-SUR-ESCAUT |
| 59439 | NOYELLES-SUR-SAMBRE |
| 59440 | NOYELLES-SUR-SELLE |
| 59441 | OBIES |
| 59442 | OBRECHIES |
| 59443 | OCHTEZEELE |
| 59444 | ODOMEZ |
| 59446 | OISY |
| 59447 | ONNAING |
| 59448 | OOST-CAPPEL |
| 59449 | ORCHIES |
| 59450 | ORS |
| 59451 | ORSINVAL |
| 59452 | OSTRICOURT |
| 59453 | OUDEZEELE |
| 59454 | OXELAERE |
| 59455 | PAILLENCOURT |
| 59456 | PECQUENCOURT |
| 59457 | PERENCHIES |
| 59458 | PERONNE-EN-MELANTOIS |
| 59459 | PETITE-FORET |
| 59461 | PETIT-FAYT |
| 59462 | PHALEMPIN |
| 59463 | PITGAM |
| 59464 | POIX-DU-NORD |
| 59465 | POMMEREUIL |
| 59466 | PONT-A-MARCQ |
| 59467 | PONT-SUR-SAMBRE |
| 59468 | POTELLE |
| 59469 | PRADELLES |
| 59470 | PREMESQUES |
| 59471 | PRESEAU |
| 59472 | PREUX-AU-BOIS |
| 59473 | PREUX-AU-SART |
| 59474 | PRISCHES |
| 59475 | PROUVY |
| 59476 | PROVILLE |
| 59477 | PROVIN |
| 59478 | QUAEDYPRE |
| 59479 | QUAROUBLE |
| 59480 | QUERENAING |
| 59481 | LE QUESNOY |
| 59482 | QUESNOY-SUR-DEULE |
| 59483 | QUIEVELON |
| 59484 | QUIEVRECHAIN |
| 59485 | QUIEVY |
| 59486 | RACHES |
| 59487 | RADINGHEM-EN-WEPPES |
| 59488 | RAILLENCOURT-SAINTE-OLLE |
| 59489 | RAIMBEAUCOURT |
| 59490 | RAINSARS |
| 59491 | RAISMES |
| 59492 | RAMILLIES |
| 59494 | RAUCOURT-AU-BOIS |
| 59495 | RECQUIGNIES |
| 59496 | REJET-DE-BEAULIEU |
| 59497 | RENESCURE |
| 59498 | REUMONT |
| 59499 | REXPOEDE |
| 59500 | RIBECOURT-LA-TOUR |
| 59501 | RIEULAY |
| 59502 | RIEUX-EN-CAMBRESIS |
| 59503 | ROBERSART |
| 59504 | ROEULX |
| 59505 | ROMBIES-ET-MARCHIPONT |
| 59506 | ROMERIES |
| 59507 | RONCHIN |
| 59508 | RONCQ |
| 59509 | ROOST-WARENDIN |
| 59511 | ROSULT |
| **59512** | **ROUBAIX *** |
| 59513 | ROUCOURT |
| 59514 | ROUSIES |
| 59515 | ROUVIGNIES |
| 59516 | RUBROUCK |
| 59517 | LES RUES-DES-VIGNES |
| 59518 | RUESNES |
| 59519 | RUMEGIES |
| 59520 | RUMILLY-EN-CAMBRESIS |
| 59521 | SAILLY-LEZ-CAMBRAI |
| **59522** | **SAILLY-LEZ-LANNOY *** |
| 59523 | SAINGHIN-EN-MELANTOIS |
| 59524 | SAINGHIN-EN-WEPPES |
| 59525 | SAINS-DU-NORD |
| 59526 | SAINT-AMAND-LES-EAUX |
| 59527 | SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE |
| 59528 | SAINT-AUBERT |
| 59529 | SAINT-AUBIN |
| 59530 | SAINT-AYBERT |
| 59531 | SAINT-BENIN |
| 59532 | SAINT-GEORGES-SUR-L'AA |
| 59533 | SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI |
| 59534 | SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE |
| 59535 | SAINT-JANS-CAPPEL |
| 59536 | SAINTE-MARIE-CAPPEL |
| 59537 | SAINT-MARTIN-SUR-ECAILLON |
| 59538 | SAINT-MOMELIN |
| 59539 | SAINT-PIERRE-BROUCK |
| 59541 | SAINT-PYTHON |
| 59542 | SAINT-REMY-CHAUSSEE |
| 59543 | SAINT-REMY-DU-NORD |
| 59544 | SAINT-SAULVE |
| 59545 | SAINT-SOUPLET |
| 59546 | SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL |
| 59547 | SAINT-VAAST-EN-CAMBRESIS |
| 59548 | SAINT-WAAST |
| 59549 | SALESCHES |
| 59550 | SALOME |
| 59551 | SAMEON |
| 59552 | SANCOURT |
| 59553 | SANTES |
| 59554 | SARS-ET-ROSIERES |
| 59555 | SARS-POTERIES |
| 59556 | SASSEGNIES |
| 59557 | SAULTAIN |
| 59558 | SAULZOIR |
| 59559 | SEBOURG |
| 59560 | SECLIN |
| 59562 | SEMERIES |
| 59563 | SEMOUSIES |
| 59564 | LA SENTINELLE |
| 59565 | SEPMERIES |
| 59566 | SEQUEDIN |
| 59567 | SERANVILLERS-FORENVILLE |
| 59568 | SERCUS |
| 59569 | SIN-LE-NOBLE |
| 59570 | SOCX |
| 59571 | SOLESMES |
| 59572 | SOLRE-LE-CHATEAU |
| 59573 | SOLRINNES |
| 59574 | SOMAIN |
| 59575 | SOMMAING |
| 59576 | SPYCKER |
| 59577 | STAPLE |
| 59578 | STEENBECQUE |
| 59579 | STEENE |
| 59580 | STEENVOORDE |
| 59581 | STEENWERCK |
| 59582 | STRAZEELE |
| 59583 | TAISNIERES-EN-THIERACHE |
| 59584 | TAISNIERES-SUR-HON |
| 59585 | TEMPLEMARS |
| 59586 | TEMPLEUVE |
| 59587 | TERDEGHEM |
| 59588 | TETEGHEM |
| 59589 | THIANT |
| 59590 | THIENNES |
| 59591 | THIVENCELLE |
| 59592 | THUMERIES |
| 59593 | THUN-L'EVEQUE |
| 59594 | THUN-SAINT-AMAND |
| 59595 | THUN-SAINT-MARTIN |
| 59596 | TILLOY-LEZ-MARCHIENNES |
| 59597 | TILLOY-LEZ-CAMBRAI |
| **59599** | **TOURCOING *** |
| 59600 | TOURMIGNIES |
| 59602 | TRESSIN |
| 59603 | TRITH-SAINT-LEGER |
| 59604 | TROISVILLES |
| 59605 | UXEM |
| 59606 | VALENCIENNES |
| 59607 | VENDEGIES-AU-BOIS |
| 59608 | VENDEGIES-SUR-ECAILLON |
| 59609 | VENDEVILLE |
| 59610 | VERCHAIN-MAUGRE |
| 59611 | VERLINGHEM |
| 59612 | VERTAIN |

| | |
|---|---|
| 59613 | VICQ |
| 59614 | VIESLY |
| 59615 | VIEUX-BERQUIN |
| 59616 | VIEUX-CONDE |
| 59617 | VIEUX-MESNIL |
| 59618 | VIEUX-RENG |
| 59619 | VILLEREAU |
| 59620 | VILLERS-AU-TERTRE |
| 59622 | VILLERS-EN-CAUCHIES |
| 59623 | VILLERS-GUISLAIN |
| 59624 | VILLERS-OUTREAUX |
| 59625 | VILLERS-PLOUICH |
| 59626 | VILLERS-POL |
| 59627 | VILLERS-SIRE-NICOLE |
| 59628 | VOLCKERINCKHOVE |
| 59629 | VRED |
| 59630 | WAHAGNIES |
| 59631 | WALINCOURT-SELVIGNY |
| 59632 | WALLERS |
| 59634 | WALLON-CAPPEL |
| 59635 | WAMBAIX |
| 59636 | WAMBRECHIES |
| 59637 | WANDIGNIES-HAMAGE |
| **59638** | **WANNEHAIN *** |
| 59639 | WARGNIES-LE-GRAND |
| 59640 | WARGNIES-LE-PETIT |
| 59641 | WARHEM |
| 59642 | WARLAING |
| 59643 | WARNETON |
| 59645 | WASNES-AU-BAC |
| **59646** | **WASQUEHAL *** |
| 59647 | WATTEN |
| 59648 | WATTIGNIES |
| 59649 | WATTIGNIES-LA-VICTOIRE |
| 59651 | WAVRECHAIN-SOUS-DENAIN |
| 59652 | WAVRECHAIN-SOUS-FAULX |
| 59653 | WAVRIN |
| 59654 | WAZIERS |
| 59655 | WEMAERS-CAPPEL |
| 59656 | WERVICQ-SUD |
| 59657 | WEST-CAPPEL |
| 59658 | WICRES |
| 59659 | WIGNEHIES |
| **59660** | **WILLEMS *** |
| 59662 | WINNEZEELE |
| 59663 | WORMHOUT |
| 59664 | WULVERDINGHE |
| 59665 | WYLDER |
| 59666 | ZEGERSCAPPEL |
| 59667 | ZERMEZEELE |
| 59668 | ZUYDCOOTE |
| 59669 | ZUYTPEENE |
| 59670 | DON |
| 60011 | AMY |
| 60035 | AVRICOURT |
| 60039 | BACOUEL |
| 60051 | BEAUDEDUIT |
| 60053 | BEAULIEU-LES-FONTAINES |
| 60058 | BEAUVOIR |
| 60075 | BLANCFOSSE |
| 60082 | BONNEUIL-LES-EAUX |
| 60085 | BONVILLERS |
| 60104 | BRETEUIL |
| 60111 | BROYES |
| 60121 | CAMPAGNE |
| 60123 | CAMPREMY |
| 60131 | CATHEUX |
| 60136 | CEMPUIS |
| 60146 | CHEPOIX |
| 60153 | CHOQUEUSE-LES-BENARDS |
| 60158 | COIVREL |
| 60161 | CONTEVILLE |
| 60163 | CORMEILLES |
| 60174 | CRAPEAUMESNIL |
| 60178 | CREVECOEUR-LE-GRAND |
| 60179 | CREVECOEUR-LE-PETIT |
| 60182 | LE CROCQ |
| 60183 | CROISSY-SUR-CELLE |
| 60193 | DAMERAUCOURT |
| 60194 | DARGIES |
| 60199 | DOMELIERS |
| 60200 | DOMFRONT |
| 60201 | DOMPIERRE |
| 60205 | ELENCOURT |
| 60221 | ESQUENNOY |
| 60232 | FERRIERES |
| 60236 | FLAVY-LE-MELDEUX |
| 60237 | FLECHY |
| 60240 | FONTAINE-BONNELEAU |
| 60248 | FOUILLOY |
| 60255 | FRENICHES |
| 60262 | LE FRESTOY-VAUX |
| 60263 | FRETOY-LE-CHATEAU |
| 60267 | LE GALLET |
| 60268 | GANNES |
| 60276 | GODENVILLERS |
| 60278 | GOLANCOURT |
| 60283 | GOUY-LES-GROSEILLERS |
| 60286 | GRANDVILLIERS |
| 60289 | GREZ |
| 60295 | HALLOY |
| 60297 | LE HAMEL |
| 60299 | HARDIVILLERS |
| 60311 | LA HERELLE |
| 60314 | HETOMESNIL |
| 60353 | LAVACQUERIE |
| 60354 | LAVERRIERE |
| 60362 | LIBERMONT |
| 60377 | MAISONCELLE-TUILERIE |
| 60381 | MARGNY-AUX-CERISES |
| 60397 | LE MESNIL-CONTEVILLE |
| 60399 | LE MESNIL-SAINT-FIRMIN |
| 60436 | MORY-MONTCRUX |
| 60472 | OFFOY |
| 60474 | OGNOLLES |
| 60485 | OURSEL-MAISON |
| 60486 | PAILLART |
| 60496 | PLAINVILLE |
| 60503 | LE PLOYRON |
| 60518 | PUITS-LA-VALLEE |
| 60544 | ROCQUENCOURT |
| 60545 | ROMESCAMPS |
| 60555 | ROUVROY-LES-MERLES |
| 60556 | ROYAUCOURT |
| 60564 | SAINS-MORAINVILLERS |
| 60565 | SAINT-ANDRE-FARIVILLERS |
| 60573 | SAINTE-EUSOYE |
| 60599 | SAINT-THIBAULT |
| 60604 | SARCUS |
| 60605 | SARNOIS |
| 60608 | LE SAULCHOY |
| 60615 | SEREVILLERS |
| 60621 | SOLENTE |
| 60622 | SOMMEREUX |
| 60627 | TARTIGNY |
| 60643 | TRICOT |
| 60648 | TROUSSENCOURT |
| 60664 | VENDEUIL-CAPLY |
| 60673 | VIEFVILLERS |
| 60692 | VILLERS-VICOMTE |
| 60693 | VILLESELVE |
| 60702 | WELLES-PERENNES |
| 62001 | ABLAIN-SAINT-NAZAIRE |
| 62002 | ABLAINZEVELLE |
| 62003 | ACHEVILLE |
| 62004 | ACHICOURT |
| 62005 | ACHIET-LE-GRAND |
| 62006 | ACHIET-LE-PETIT |
| 62007 | ACQ |
| 62008 | ACQUIN-WESTBECOURT |
| 62009 | ADINFER |
| 62010 | AFFRINGUES |
| 62011 | AGNEZ-LES-DUISANS |
| 62012 | AGNIERES |
| 62013 | AGNY |
| 62014 | AIRE-SUR-LA-LYS |
| 62015 | AIRON-NOTRE-DAME |
| 62016 | AIRON-SAINT-VAAST |
| 62017 | AIX-EN-ERGNY |
| 62018 | AIX-EN-ISSART |
| 62019 | AIX-NOULETTE |
| 62020 | ALEMBON |
| 62021 | ALETTE |
| 62023 | ALLOUAGNE |
| 62024 | ALQUINES |
| 62026 | AMBRICOURT |
| 62027 | AMBRINES |
| 62028 | AMES |
| 62029 | AMETTES |
| 62030 | AMPLIER |
| 62031 | ANDRES |
| 62032 | ANGRES |
| 62033 | ANNAY |
| 62034 | ANNEQUIN |
| 62035 | ANNEZIN |
| 62036 | ANVIN |
| 62037 | ANZIN-SAINT-AUBIN |
| 62038 | ARDRES |
| 62039 | ARLEUX-EN-GOHELLE |
| 62040 | ARQUES |
| 62041 | ARRAS |
| 62042 | ATHIES |
| 62043 | LES ATTAQUES |
| 62044 | ATTIN |
| 62045 | AUBIGNY-EN-ARTOIS |
| 62046 | AUBIN-SAINT-VAAST |
| 62047 | AUBROMETZ |
| 62048 | AUCHEL |
| 62049 | AUCHY-AU-BOIS |
| 62050 | AUCHY-LES-HESDIN |
| 62051 | AUCHY-LES-MINES |
| 62052 | AUDEMBERT |
| 62053 | AUDINCTHUN |
| 62055 | AUDREHEM |
| 62057 | AUDRUICQ |
| 62058 | AUMERVAL |
| 62059 | AUTINGUES |
| 62060 | AUXI-LE-CHATEAU |
| 62061 | AVERDOINGT |
| 62062 | AVESNES |
| 62063 | AVESNES-LE-COMTE |
| 62064 | AVESNES-LES-BAPAUME |
| 62065 | AVION |
| 62066 | AVONDANCE |
| 62067 | AVROULT |
| 62068 | AYETTE |
| 62069 | AZINCOURT |
| 62070 | BAILLEUL-AUX-CORNAILLES |
| 62071 | BAILLEUL-LES-PERNES |
| 62072 | BAILLEULMONT |
| 62073 | BAILLEUL-SIR-BERTHOULT |
| 62074 | BAILLEULVAL |
| 62076 | BAINGHEN |
| 62077 | BAJUS |
| 62078 | BALINGHEM |
| 62079 | BANCOURT |
| 62080 | BAPAUME |
| 62081 | BARALLE |
| 62082 | BARASTRE |
| 62083 | BARLIN |
| 62084 | BARLY |
| 62085 | BASSEUX |
| 62086 | BAVINCOURT |
| 62087 | BAYENGHEM-LES-EPERLECQUES |
| 62088 | BAYENGHEM-LES-SENINGHEM |
| 62090 | BEALENCOURT |
| 62091 | BEAUDRICOURT |
| 62092 | BEAUFORT-BLAVINCOURT |
| 62093 | BEAULENCOURT |
| 62094 | BEAUMERIE-SAINT-MARTIN |
| 62095 | BEAUMETZ-LES-AIRE |

| | |
|---|---|
| 62096 | BEAUMETZ-LES-CAMBRAI |
| 62097 | BEAUMETZ-LES-LOGES |
| 62099 | BEAURAINS |
| 62100 | BEAURAINVILLE |
| 62101 | BEAUVOIS |
| 62102 | BECOURT |
| 62103 | BEHAGNIES |
| 62106 | BELLONNE |
| 62107 | BENIFONTAINE |
| 62108 | BERCK |
| 62109 | BERGUENEUSE |
| 62111 | BERLENCOURT-LE-CAUROY |
| 62112 | BERLES-AU-BOIS |
| 62113 | BERLES-MONCHEL |
| 62114 | BERMICOURT |
| 62115 | BERNEVILLE |
| 62116 | BERNIEULLES |
| 62117 | BERTINCOURT |
| 62118 | BETHONSART |
| 62119 | BETHUNE |
| 62120 | BEUGIN |
| 62121 | BEUGNATRE |
| 62122 | BEUGNY |
| 62123 | BEUSSENT |
| 62124 | BEUTIN |
| 62126 | BEUVRY |
| 62127 | BEZINGHEM |
| 62128 | BIACHE-SAINT-VAAST |
| 62129 | BIEFVILLERS-LES-BAPAUME |
| 62130 | BIENVILLERS-AU-BOIS |
| 62131 | BIHUCOURT |
| 62132 | BILLY-BERCLAU |
| 62133 | BILLY-MONTIGNY |
| 62134 | BIMONT |
| 62135 | BLAIRVILLE |
| 62137 | BLANGERVAL-BLANGERMONT |
| 62138 | BLANGY-SUR-TERNOISE |
| 62139 | BLENDECQUES |
| 62140 | BLEQUIN |
| 62141 | BLESSY |
| 62142 | BLINGEL |
| 62143 | BOFFLES |
| 62144 | BOIRY-BECQUERELLE |
| 62145 | BOIRY-NOTRE-DAME |
| 62146 | BOIRY-SAINT-MARTIN |
| 62147 | BOIRY-SAINTE-RICTRUDE |
| 62148 | BOIS-BERNARD |
| 62149 | BOISDINGHEM |
| 62150 | BOISJEAN |
| 62151 | BOISLEUX-AU-MONT |
| 62152 | BOISLEUX-SAINT-MARC |
| 62153 | BOMY |
| 62154 | BONNIERES |
| 62155 | BONNINGUES-LES-ARDRES |
| 62156 | BONNINGUES-LES-CALAIS |
| 62157 | BOUBERS-LES-HESMOND |
| 62158 | BOUBERS-SUR-CANCHE |
| 62161 | BOUQUEHAULT |
| 62162 | BOURECQ |
| 62163 | BOURET-SUR-CANCHE |
| 62164 | BOURLON |
| 62166 | BOURS |
| 62167 | BOURSIN |
| 62168 | BOURTHES |
| 62169 | BOUVELINGHEM |
| 62170 | BOUVIGNY-BOYEFFLES |
| 62171 | BOYAVAL |
| 62172 | BOYELLES |
| 62173 | BREBIERES |
| 62174 | BREMES |
| 62175 | BREVILLERS |
| 62176 | BREXENT-ENOCQ |
| 62177 | BRIMEUX |
| 62178 | BRUAY-LA-BUISSIERE |
| 62179 | BRUNEMBERT |
| 62180 | BRIAS |
| 62181 | BUCQUOY |
| 62182 | BUIRE-AU-BOIS |
| 62183 | BUIRE-LE-SEC |
| 62184 | BUISSY |
| 62185 | BULLECOURT |
| 62186 | BULLY-LES-MINES |
| 62187 | BUNEVILLE |
| 62188 | BURBURE |
| 62189 | BUS |
| 62190 | BUSNES |
| 62191 | CAFFIERS |
| 62192 | CAGNICOURT |
| 62193 | CALAIS |
| 62194 | CALONNE-RICOUART |
| 62195 | CALONNE-SUR-LA-LYS |
| 62196 | LA CALOTTERIE |
| 62197 | CAMBLAIN-CHATELAIN |
| 62198 | CAMBLIGNEUL |
| 62199 | CAMBLAIN-L'ABBE |
| 62200 | CAMBRIN |
| 62202 | CAMPAGNE-LES-BOULONNAIS |
| 62203 | CAMPAGNE-LES-GUINES |
| 62204 | CAMPAGNE-LES-HESDIN |
| 62205 | CAMPAGNE-LES-WARDRECQUES |
| 62206 | CAMPIGNEULLES-LES-GRANDES |
| 62207 | CAMPIGNEULLES-LES-PETITES |
| 62208 | CANETTEMONT |
| 62209 | CANLERS |
| 62210 | CANTELEUX |
| 62211 | CAPELLE-FERMONT |
| 62212 | CAPELLE-LES-HESDIN |
| 62213 | CARENCY |
| 62215 | CARVIN |
| 62216 | LA CAUCHIE |
| 62217 | CAUCHY-A-LA-TOUR |
| 62218 | CAUCOURT |
| 62219 | CAUMONT |
| 62220 | CAVRON-SAINT-MARTIN |
| 62221 | CHELERS |
| 62222 | CHERIENNES |
| 62223 | CHERISY |
| 62224 | CHOCQUES |
| 62225 | CLAIRMARAIS |
| 62226 | CLARQUES |
| 62227 | CLENLEU |
| 62228 | CLERQUES |
| 62229 | CLETY |
| 62230 | COLEMBERT |
| 62231 | COLLINE-BEAUMONT |
| 62232 | LA COMTE |
| 62233 | CONCHIL-LE-TEMPLE |
| 62234 | CONCHY-SUR-CANCHE |
| 62236 | CONTES |
| 62238 | CONTEVILLE-EN-TERNOIS |
| 62239 | COQUELLES |
| 62240 | CORBEHEM |
| 62241 | CORMONT |
| 62242 | COUIN |
| 62243 | COULLEMONT |
| 62244 | COULOGNE |
| 62245 | COULOMBY |
| 62246 | COUPELLE-NEUVE |
| 62247 | COUPELLE-VIEILLE |
| 62248 | COURCELLES-LE-COMTE |
| 62249 | COURCELLES-LES-LENS |
| 62250 | COURRIERES |
| 62251 | COURSET |
| 62252 | LA COUTURE |
| 62253 | COUTURELLE |
| 62254 | COYECQUES |
| 62256 | CREPY |
| 62257 | CREQUY |
| 62258 | CROISETTE |
| 62259 | CROISILLES |
| 62260 | CROIX-EN-TERNOIS |
| 62261 | CUCQ |
| 62262 | CUINCHY |
| 62263 | DAINVILLE |
| **62264** | **DANNES *** |
| 62265 | DELETTES |
| 62266 | DENIER |
| 62267 | DENNEBROEUCQ |
| 62268 | DESVRES |
| 62269 | DIEVAL |
| 62270 | DIVION |
| 62271 | DOHEM |
| 62272 | DOUCHY-LES-AYETTE |
| 62273 | DOUDEAUVILLE |
| 62274 | DOURGES |
| 62275 | DOURIEZ |
| 62276 | DOUVRIN |
| 62277 | DROCOURT |
| 62278 | DROUVIN-LE-MARAIS |
| 62279 | DUISANS |
| 62280 | DURY |
| 62282 | ECLIMEUX |
| 62283 | ECOIVRES |
| 62284 | ECOURT-SAINT-QUENTIN |
| 62285 | ECOUST-SAINT-MEIN |
| 62286 | ECQUEDECQUES |
| 62288 | ECQUES |
| 62289 | ECUIRES |
| 62290 | ECURIE |
| 62291 | ELEU-DIT-LEAUWETTE |
| 62292 | ELNES |
| 62293 | EMBRY |
| 62294 | ENGUINEGATTE |
| 62295 | ENQUIN-LES-MINES |
| 62296 | ENQUIN-SUR-BAILLONS |
| 62297 | EPERLECQUES |
| 62298 | EPINOY |
| 62299 | EPS |
| 62301 | EQUIRRE |
| 62302 | ERGNY |
| 62303 | ERIN |
| 62304 | ERNY-SAINT-JULIEN |
| 62306 | ERVILLERS |
| 62307 | ESCALLES |
| 62308 | ESCOEUILLES |
| 62309 | ESQUERDES |
| 62310 | ESSARS |
| 62311 | ESTEVELLES |
| 62312 | ESTREE |
| 62313 | ESTREE-BLANCHE |
| 62314 | ESTREE-CAUCHY |
| 62315 | ESTREELLES |
| 62316 | ESTREE-WAMIN |
| 62317 | ETAING |
| **62318** | **ETAPLES *** |
| 62319 | ETERPIGNY |
| 62320 | ETRUN |
| 62321 | EVIN-MALMAISON |
| 62322 | FAMECHON |
| 62323 | FAMPOUX |
| 62324 | FARBUS |
| 62325 | FAUQUEMBERGUES |
| 62326 | FAVREUIL |
| 62327 | FEBVIN-PALFART |
| 62328 | FERFAY |
| 62330 | FESTUBERT |
| 62331 | FEUCHY |
| 62332 | FICHEUX |
| 62333 | FIEFS |
| 62334 | FIENNES |
| 62335 | FILLIEVRES |
| 62336 | FLECHIN |
| 62337 | FLERS |
| 62338 | FLEURBAIX |
| 62339 | FLEURY |
| 62340 | FLORINGHEM |
| 62341 | FONCQUEVILLERS |
| 62342 | FONTAINE-LES-BOULANS |
| 62343 | FONTAINE-LES-CROISILLES |
| 62344 | FONTAINE-LES-HERMANS |
| 62345 | FONTAINE-L'ETALON |

| | |
|---|---|
| 62346 | FORTEL-EN-ARTOIS |
| 62347 | FOSSEUX |
| 62348 | FOUFFLIN-RICAMETZ |
| 62349 | FOUQUEREUIL |
| 62350 | FOUQUIERES-LES-BETHUNE |
| 62351 | FOUQUIERES-LES-LENS |
| 62352 | FRAMECOURT |
| 62353 | FREMICOURT |
| **62354** | **FRENCQ *** |
| 62355 | FRESNES-LES-MONTAUBAN |
| 62356 | FRESNICOURT-LE-DOLMEN |
| 62357 | FRESNOY |
| 62358 | FRESNOY-EN-GOHELLE |
| 62359 | FRESSIN |
| 62360 | FRETHUN |
| 62361 | FREVENT |
| 62362 | FREVILLERS |
| 62363 | FREVIN-CAPELLE |
| 62364 | FRUGES |
| 62365 | GALAMETZ |
| 62366 | GAUCHIN-LEGAL |
| 62367 | GAUCHIN-VERLOINGT |
| 62368 | GAUDIEMPRE |
| 62369 | GAVRELLE |
| 62370 | GENNES-IVERGNY |
| 62371 | GIVENCHY-EN-GOHELLE |
| 62372 | GIVENCHY-LE-NOBLE |
| 62373 | GIVENCHY-LES-LA-BASSEE |
| 62374 | GOMIECOURT |
| 62375 | GOMMECOURT |
| 62376 | GONNEHEM |
| 62377 | GOSNAY |
| 62378 | GOUVES |
| 62379 | GOUY-EN-ARTOIS |
| 62380 | GOUY-SERVINS |
| 62381 | GOUY-EN-TERNOIS |
| 62382 | GOUY-SAINT-ANDRE |
| 62383 | GOUY-SOUS-BELLONNE |
| 62384 | GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT |
| 62385 | GRAND-RULLECOURT |
| 62386 | GRENAY |
| 62387 | GREVILLERS |
| 62388 | GRIGNY |
| 62389 | GRINCOURT-LES-PAS |
| 62390 | GROFFLIERS |
| 62391 | GUARBECQUE |
| 62392 | GUEMAPPE |
| 62393 | GUEMPS |
| 62395 | GUIGNY |
| 62396 | GUINECOURT |
| 62397 | GUINES |
| 62398 | GUISY |
| 62399 | HABARCQ |
| 62400 | HAILLICOURT |
| 62401 | HAISNES |
| **62402** | **HALINGHEN *** |
| 62403 | HALLINES |
| 62404 | HALLOY |
| 62405 | HAMBLAIN-LES-PRES |
| 62406 | HAMELINCOURT |
| 62407 | HAM-EN-ARTOIS |
| 62408 | HAMES-BOUCRES |
| 62409 | HANNESCAMPS |
| 62410 | HAPLINCOURT |
| 62411 | HARAVESNES |
| 62412 | HARDINGHEN |
| 62413 | HARNES |
| 62414 | HAUCOURT |
| 62415 | HAUTE-AVESNES |
| 62416 | HAUTECLOQUE |
| 62418 | HAUTEVILLE |
| 62419 | HAUT-LOQUIN |
| 62421 | HAVRINCOURT |
| 62422 | HEBUTERNE |
| 62423 | HELFAUT |
| 62424 | HENDECOURT-LES-CAGNICOURT |
| 62425 | HENDECOURT-LES-RANSART |
| 62426 | HENINEL |
| 62427 | HENIN-BEAUMONT |
| 62428 | HENIN-SUR-COJEUL |
| 62430 | HENU |
| 62431 | HERBELLES |
| 62432 | HERBINGHEN |
| 62433 | HERICOURT |
| 62434 | LA HERLIERE |
| 62435 | HERLINCOURT |
| 62436 | HERLIN-LE-SEC |
| 62437 | HERLY |
| 62438 | HERMAVILLE |
| 62439 | HERMELINGHEN |
| 62440 | HERMIES |
| 62441 | HERMIN |
| 62442 | HERNICOURT |
| 62443 | HERSIN-COUPIGNY |
| 62444 | HERVELINGHEN |
| 62445 | HESDIGNEUL-LES-BETHUNE |
| 62447 | HESDIN |
| 62449 | HESMOND |
| 62450 | HESTRUS |
| 62451 | HEUCHIN |
| 62452 | HEURINGHEM |
| 62453 | HEZECQUES |
| 62454 | HINGES |
| 62455 | HOCQUINGHEN |
| 62456 | HOUCHIN |
| 62457 | HOUDAIN |
| 62458 | HOULLE |
| 62459 | HOUVIN-HOUVIGNEUL |
| 62460 | HUBERSENT |
| 62461 | HUBY-SAINT-LEU |
| 62462 | HUCLIER |
| 62463 | HUCQUELIERS |
| 62464 | HULLUCH |
| 62465 | HUMBERCAMPS |
| 62466 | HUMBERT |
| 62467 | HUMEROEUILLE |
| 62468 | HUMIERES |
| 62469 | INCHY-EN-ARTOIS |
| 62470 | INCOURT |
| 62471 | INGHEM |
| 62472 | INXENT |
| 62473 | ISBERGUES |
| 62475 | IVERGNY |
| 62476 | IZEL-LES-EQUERCHIN |
| 62477 | IZEL-LES-HAMEAU |
| 62478 | JOURNY |
| 62479 | LABEUVRIERE |
| 62480 | LABOURSE |
| 62481 | LABROYE |
| **62483** | **LACRES *** |
| 62484 | LAGNICOURT-MARCEL |
| 62485 | LAIRES |
| 62486 | LAMBRES |
| 62487 | LANDRETHUN-LE-NORD |
| 62488 | LANDRETHUN-LES-ARDRES |
| 62489 | LAPUGNOY |
| 62490 | LATTRE-SAINT-QUENTIN |
| 62491 | LAVENTIE |
| 62492 | LEBIEZ |
| 62493 | LEBUCQUIERE |
| 62494 | LECHELLE |
| 62495 | LEDINGHEM |
| **62496** | **LEFAUX *** |
| 62497 | LEFOREST |
| 62498 | LENS |
| 62499 | LEPINE |
| 62500 | LESPESSES |
| 62501 | LESPINOY |
| 62502 | LESTREM |
| 62503 | LEUBRINGHEN |
| 62504 | LEULINGHEM |
| 62506 | LICQUES |
| 62507 | LIENCOURT |
| 62508 | LIERES |
| 62509 | LIETTRES |
| 62510 | LIEVIN |
| 62511 | LIGNEREUIL |
| 62512 | LIGNY-LES-AIRE |
| 62513 | LIGNY-SUR-CANCHE |
| 62514 | LIGNY-SAINT-FLOCHEL |
| 62515 | LIGNY-THILLOY |
| 62516 | LILLERS |
| 62517 | LINGHEM |
| 62518 | LINZEUX |
| 62519 | LISBOURG |
| 62520 | LOCON |
| 62521 | LA LOGE |
| 62522 | LOISON-SUR-CREQUOISE |
| 62523 | LOISON-SOUS-LENS |
| **62524** | **LONGFOSSE *** |
| 62525 | LONGUENESSE |
| 62526 | LONGUEVILLE |
| 62527 | LONGVILLIERS |
| 62528 | LOOS-EN-GOHELLE |
| 62529 | LORGIES |
| 62530 | LOTTINGHEN |
| 62531 | LOUCHES |
| 62532 | LOZINGHEM |
| 62533 | LUGY |
| 62534 | LUMBRES |
| 62535 | LA MADELAINE-SOUS-MONTREUIL |
| 62536 | MAGNICOURT-EN-COMTE |
| 62537 | MAGNICOURT-SUR-CANCHE |
| 62538 | MAINTENAY |
| 62539 | MAISNIL |
| 62540 | MAISNIL-LES-RUITZ |
| 62541 | MAISONCELLE |
| 62542 | MAIZIERES |
| 62543 | MAMETZ |
| 62544 | MANIN |
| 62545 | MANINGHEM |
| 62547 | MARANT |
| 62548 | MARCK |
| 62549 | MARCONNE |
| 62550 | MARCONNELLE |
| 62551 | MARENLA |
| 62552 | MARESQUEL-ECQUEMICOURT |
| 62553 | MAREST |
| 62554 | MARESVILLE |
| 62555 | MARLES-LES-MINES |
| 62556 | MARLES-SUR-CANCHE |
| 62557 | MAROEUIL |
| 62558 | MARQUAY |
| 62559 | MARQUION |
| 62561 | MARTINPUICH |
| 62562 | MATRINGHEM |
| 62563 | MAZINGARBE |
| 62564 | MAZINGHEM |
| 62565 | MENCAS |
| 62566 | MENNEVILLE |
| 62567 | MENTQUE-NORTBECOURT |
| 62568 | MERCATEL |
| 62569 | MERCK-SAINT-LIEVIN |
| 62570 | MERICOURT |
| 62571 | MERLIMONT |
| 62572 | METZ-EN-COUTURE |
| 62573 | MEURCHIN |
| 62574 | MINGOVAL |
| 62576 | MONCHEAUX-LES-FREVENT |
| 62577 | MONCHEL-SUR-CANCHE |
| 62578 | MONCHIET |
| 62579 | MONCHY-AU-BOIS |
| 62580 | MONCHY-BRETON |
| 62581 | MONCHY-CAYEUX |
| 62582 | MONCHY-LE-PREUX |
| 62583 | MONDICOURT |
| 62584 | MONT-BERNANCHON |
| 62585 | MONTCAVREL |
| 62586 | MONTENESCOURT |
| 62587 | MONTIGNY-EN-GOHELLE |
| 62588 | MONTREUIL |

| | |
|---|---|
| 62589 | MONT-SAINT-ELOI |
| 62590 | MONTS-EN-TERNOIS |
| 62591 | MORCHIES |
| 62592 | MORINGHEM |
| 62593 | MORVAL |
| 62594 | MORY |
| 62595 | MOULLE |
| 62596 | MOURIEZ |
| 62597 | MOYENNEVILLE |
| 62598 | MUNCQ-NIEURLET |
| 62599 | NABRINGHEN |
| 62600 | NEDON |
| 62601 | NEDONCHEL |
| 62602 | NEMPONT-SAINT-FIRMIN |
| **62603** | **NESLES *** |
| **62604** | **NEUFCHATEL-HARDELOT *** |
| 62605 | NEULETTE |
| 62606 | NEUVE-CHAPELLE |
| 62607 | NEUVILLE-AU-CORNET |
| 62608 | NEUVILLE-BOURJONVAL |
| 62609 | NEUVILLE-SAINT-VAAST |
| 62610 | NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL |
| 62611 | NEUVILLE-VITASSE |
| 62612 | NEUVIREUIL |
| 62613 | NIELLES-LES-BLEQUIN |
| 62614 | NIELLES-LES-ARDRES |
| 62615 | NIELLES-LES-CALAIS |
| 62616 | NOEUX-LES-AUXI |
| 62617 | NOEUX-LES-MINES |
| 62618 | NORDAUSQUES |
| 62619 | NOREUIL |
| 62620 | NORRENT-FONTES |
| 62621 | NORTKERQUE |
| 62622 | NORT-LEULINGHEM |
| 62623 | NOUVELLE-EGLISE |
| 62624 | NOYELLES-GODAULT |
| 62625 | NOYELLES-LES-HUMIERES |
| 62626 | NOYELLES-LES-VERMELLES |
| 62627 | NOYELLES-SOUS-BELLONNE |
| 62628 | NOYELLES-SOUS-LENS |
| 62629 | NOYELLETTE |
| 62630 | NOYELLE-VION |
| 62631 | NUNCQ-HAUTECOTE |
| 62632 | OBLINGHEM |
| 62633 | OEUF-EN-TERNOIS |
| 62634 | OFFEKERQUE |
| 62635 | OFFIN |
| 62637 | OIGNIES |
| 62638 | OISY-LE-VERGER |
| 62639 | OPPY |
| 62640 | ORVILLE |
| 62641 | OSTREVILLE |
| 62642 | OURTON |
| 62644 | OUVE-WIRQUIN |
| 62645 | OYE-PLAGE |
| 62646 | PALLUEL |
| 62647 | LE PARCQ |
| 62648 | PARENTY |
| 62649 | PAS-EN-ARTOIS |
| 62650 | PELVES |
| 62651 | PENIN |
| 62652 | PERNES |
| 62654 | PEUPLINGUES |
| 62655 | PIERREMONT |
| 62656 | PIHEM |
| 62657 | PIHEN-LES-GUINES |
| 62659 | PLANQUES |
| 62660 | PLOUVAIN |
| 62661 | BOUIN-PLUMOISON |
| 62662 | POLINCOVE |
| 62663 | POMMERA |
| 62664 | POMMIER |
| 62665 | LE PONCHEL |
| 62666 | PONT-A-VENDIN |
| 62668 | PREDEFIN |
| 62669 | PRESSY |
| 62670 | PREURES |
| 62671 | PRONVILLE |
| 62672 | PUISIEUX |
| 62673 | QUEANT |
| 62674 | QUELMES |
| 62675 | QUERCAMPS |
| 62676 | QUERNES |
| 62677 | LE QUESNOY-EN-ARTOIS |
| 62678 | QUESQUES |
| 62680 | QUIERY-LA-MOTTE |
| 62681 | QUIESTEDE |
| 62682 | QUILEN |
| 62683 | QUOEUX-HAUT-MAINIL |
| 62684 | RACQUINGHEM |
| 62685 | RADINGHEM |
| 62686 | RAMECOURT |
| 62688 | RANG-DU-FLIERS |
| 62689 | RANSART |
| 62690 | RAYE-SUR-AUTHIE |
| 62691 | REBECQUES |
| 62692 | REBERGUES |
| 62693 | REBREUVE-RANCHICOURT |
| 62694 | REBREUVE-SUR-CANCHE |
| 62695 | REBREUVIETTE |
| 62696 | RECLINGHEM |
| 62697 | RECOURT |
| 62698 | RECQUES-SUR-COURSE |
| 62699 | RECQUES-SUR-HEM |
| 62700 | REGNAUVILLE |
| 62701 | RELY |
| 62702 | REMILLY-WIRQUIN |
| 62703 | REMY |
| 62704 | RENTY |
| 62705 | RETY |
| 62706 | RICHEBOURG |
| 62708 | RIENCOURT-LES-BAPAUME |
| 62709 | RIENCOURT-LES-CAGNICOURT |
| 62710 | RIMBOVAL |
| 62712 | RIVIERE |
| 62713 | ROBECQ |
| 62714 | ROCLINCOURT |
| 62715 | ROCQUIGNY |
| 62716 | RODELINGHEM |
| 62717 | ROELLECOURT |
| 62718 | ROEUX |
| 62719 | ROLLANCOURT |
| 62720 | ROMBLY |
| 62721 | ROQUETOIRE |
| 62722 | ROUGEFAY |
| 62723 | ROUSSENT |
| 62724 | ROUVROY |
| 62725 | ROYON |
| 62726 | RUISSEAUVILLE |
| 62727 | RUITZ |
| 62728 | RUMAUCOURT |
| 62729 | RUMILLY |
| 62730 | RUMINGHEM |
| 62731 | RUYAULCOURT |
| 62732 | SACHIN |
| 62733 | SAILLY-AU-BOIS |
| 62734 | SAILLY-EN-OSTREVENT |
| 62735 | SAILLY-LABOURSE |
| 62736 | SAILLY-SUR-LA-LYS |
| 62737 | SAINS-EN-GOHELLE |
| 62738 | SAINS-LES-FRESSIN |
| 62739 | SAINS-LES-MARQUION |
| 62740 | SAINS-LES-PERNES |
| 62741 | SAINT-AMAND |
| 62742 | SAINT-AUBIN |
| 62743 | SAINTE-AUSTREBERTHE |
| 62744 | SAINTE-CATHERINE |
| 62745 | SAINT-DENOEUX |
| 62747 | SAINT-FLORIS |
| 62748 | SAINT-FOLQUIN |
| 62749 | SAINT-GEORGES |
| 62750 | SAINT-HILAIRE-COTTES |
| 62751 | SAINT-INGLEVERT |
| 62752 | SAINT-JOSSE |
| 62753 | SAINT-LAURENT-BLANGY |
| 62754 | SAINT-LEGER |
| 62756 | SAINTE-MARIE-KERQUE |
| 62757 | SAINT-MARTIN-AU-LAERT |
| 62759 | SAINT-MARTIN-CHOQUEL |
| 62760 | SAINT-MARTIN-D'HARDINGHEM |
| 62761 | SAINT-MARTIN-SUR-COJEUL |
| 62762 | SAINT-MICHEL-SOUS-BOIS |
| 62763 | SAINT-MICHEL-SUR-TERNOISE |
| 62764 | SAINT-NICOLAS |
| 62765 | SAINT-OMER |
| 62766 | SAINT-OMER-CAPELLE |
| 62767 | SAINT-POL-SUR-TERNOISE |
| 62768 | SAINT-REMY-AU-BOIS |
| 62769 | SAINT-TRICAT |
| 62770 | SAINT-VENANT |
| 62771 | SALLAUMINES |
| 62772 | SALPERWICK |
| **62773** | **SAMER *** |
| 62774 | SANGATTE |
| 62775 | SANGHEN |
| 62776 | SAPIGNIES |
| 62777 | LE SARS |
| 62778 | SARS-LE-BOIS |
| 62779 | SARTON |
| 62780 | SAUCHY-CAUCHY |
| 62781 | SAUCHY-LESTREE |
| 62782 | SAUDEMONT |
| 62783 | SAULCHOY |
| 62784 | SAULTY |
| 62785 | SAVY-BERLETTE |
| 62787 | SEMPY |
| 62788 | SENINGHEM |
| 62789 | SENLECQUES |
| 62790 | SENLIS |
| 62791 | SERICOURT |
| 62792 | SERQUES |
| 62793 | SERVINS |
| 62794 | SETQUES |
| 62795 | SIBIVILLE |
| 62796 | SIMENCOURT |
| 62797 | SIRACOURT |
| 62798 | SOMBRIN |
| 62799 | SORRUS |
| 62800 | SOUASTRE |
| 62801 | SOUCHEZ |
| 62802 | LE SOUICH |
| 62803 | SURQUES |
| 62804 | SUS-SAINT-LEGER |
| 62805 | TANGRY |
| 62807 | TATINGHEM |
| 62808 | TENEUR |
| 62809 | TERNAS |
| 62810 | THELUS |
| 62811 | THEROUANNE |
| 62812 | THIEMBRONNE |
| 62813 | LA THIEULOYE |
| 62814 | THIEVRES |
| 62815 | TIGNY-NOYELLE |
| 62816 | TILLOY-LES-HERMAVILLE |
| 62817 | TILLOY-LES-MOFFLAINES |
| 62818 | TILLY-CAPELLE |
| 62819 | TILQUES |
| 62820 | TINCQUES |
| **62821** | **TINGRY *** |
| 62822 | TOLLENT |
| 62823 | TORCY |
| 62824 | TORTEFONTAINE |
| 62825 | TORTEQUESNE |
| 62826 | LE TOUQUET-PARIS-PLAGE |
| 62827 | TOURNEHEM-SUR-LA-HEM |
| 62828 | TRAMECOURT |
| 62829 | LE TRANSLOY |
| 62830 | TRESCAULT |
| 62831 | TROISVAUX |
| **62832** | **TUBERSENT *** |
| 62833 | VACQUERIE-LE-BOUCQ |

| | |
|---|---|
| 62834 | VACQUERIETTE-ERQUIERES |
| 62835 | VALHUON |
| 62836 | VAUDRICOURT |
| 62837 | VAUDRINGHEM |
| 62838 | VAULX |
| 62839 | VAULX-VRAUCOURT |
| 62840 | VELU |
| 62841 | VENDIN-LES-BETHUNE |
| 62842 | VENDIN-LE-VIEIL |
| 62843 | VERCHIN |
| 62844 | VERCHOCQ |
| 62846 | VERMELLES |
| 62847 | VERQUIGNEUL |
| 62848 | VERQUIN |
| 62849 | VERTON |
| 62850 | VIEIL-HESDIN |
| 62851 | VIEILLE-CHAPELLE |
| 62852 | VIEILLE-EGLISE |
| 62853 | VIEIL-MOUTIER |
| 62854 | VILLERS-AU-BOIS |
| 62855 | VILLERS-AU-FLOS |
| 62856 | VILLERS-BRULIN |
| 62857 | VILLERS-CHATEL |
| 62858 | VILLERS-LES-CAGNICOURT |
| 62859 | VILLERS-L'HOPITAL |
| 62860 | VILLERS-SIR-SIMON |
| 62861 | VIMY |
| 62862 | VINCLY |
| 62863 | VIOLAINES |
| 62864 | VIS-EN-ARTOIS |
| 62865 | VITRY-EN-ARTOIS |
| 62866 | WABEN |
| 62868 | WAIL |
| 62869 | WAILLY |
| 62870 | WAILLY-BEAUCAMP |
| 62871 | WAMBERCOURT |
| 62872 | WAMIN |
| 62873 | WANCOURT |
| 62874 | WANQUETIN |
| 62875 | WARDRECQUES |
| 62876 | WARLENCOURT-EAUCOURT |
| 62877 | WARLINCOURT-LES-PAS |
| 62878 | WARLUS |
| 62879 | WARLUZEL |
| 62881 | BEAUVOIR-WAVANS |
| 62882 | WAVRANS-SUR-L'AA |
| 62883 | WAVRANS-SUR-TERNOISE |
| 62885 | WESTREHEM |
| 62886 | WICQUINGHEM |
| **62887** | **WIDEHEM *** |
| 62890 | WILLEMAN |
| 62891 | WILLENCOURT |
| 62892 | WILLERVAL |
| 62895 | WINGLES |
| 62897 | WISMES |
| 62898 | WISQUES |
| 62899 | WISSANT |
| 62900 | WITTERNESSE |
| 62901 | WITTES |
| 62902 | WIZERNES |
| 62903 | ZOTEUX |
| 62904 | ZOUAFQUES |
| 62905 | ZUDAUSQUES |
| 62906 | ZUTKERQUE |
| 62907 | LIBERCOURT |
| 62909 | YTRES |
| 80001 | ABBEVILLE |
| 80002 | ABLAINCOURT-PRESSOIR |
| 80003 | ACHEUX-EN-AMIENOIS |
| 80004 | ACHEUX-EN-VIMEU |
| 80005 | AGENVILLE |
| 80006 | AGENVILLERS |
| 80009 | AILLY-LE-HAUT-CLOCHER |
| 80010 | AILLY-SUR-NOYE |
| 80011 | AILLY-SUR-SOMME |
| 80013 | AIRAINES |
| 80014 | AIZECOURT-LE-BAS |
| 80015 | AIZECOURT-LE-HAUT |
| 80016 | ALBERT |
| 80017 | ALLAINES |
| 80018 | ALLENAY |
| 80019 | ALLERY |
| 80020 | ALLONVILLE |
| 80021 | AMIENS |
| 80022 | ANDAINVILLE |
| 80023 | ANDECHY |
| 80024 | ARGOEUVES |
| 80025 | ARGOULES |
| 80026 | ARGUEL |
| 80027 | ARMANCOURT |
| 80028 | ARQUEVES |
| 80029 | ARREST |
| 80030 | ARRY |
| 80031 | ARVILLERS |
| 80032 | ASSAINVILLERS |
| 80033 | ASSEVILLERS |
| 80034 | ATHIES |
| 80035 | AUBERCOURT |
| 80036 | AUBIGNY |
| 80037 | AUBVILLERS |
| 80038 | AUCHONVILLERS |
| 80039 | AULT |
| 80040 | AUMATRE |
| 80041 | AUMONT |
| 80042 | AUTHEUX |
| 80043 | AUTHIE |
| 80044 | AUTHIEULE |
| 80045 | AUTHUILLE |
| 80046 | AVELESGES |
| 80047 | AVELUY |
| 80048 | AVESNES-CHAUSSOY |
| 80049 | AYENCOURT |
| 80050 | BACOUEL-SUR-SELLE |
| 80051 | BAILLEUL |
| 80052 | BAIZIEUX |
| 80053 | BALATRE |
| 80054 | BARLEUX |
| 80055 | BARLY |
| 80056 | BAVELINCOURT |
| 80057 | BAYENCOURT |
| 80058 | BAYONVILLERS |
| 80059 | BAZENTIN |
| 80060 | BEALCOURT |
| 80064 | BEAUCOURT-EN-SANTERRE |
| 80065 | BEAUCOURT-SUR-L'ANCRE |
| 80066 | BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE |
| 80067 | BEAUFORT-EN-SANTERRE |
| 80068 | BEAUMETZ |
| 80069 | BEAUMONT-HAMEL |
| 80070 | BEAUQUESNE |
| 80071 | BEAUVAL |
| 80073 | BECORDEL-BECOURT |
| 80074 | BECQUIGNY |
| 80076 | BEHEN |
| 80077 | BEHENCOURT |
| 80078 | BELLANCOURT |
| 80079 | BELLEUSE |
| 80080 | BELLOY-EN-SANTERRE |
| 80081 | BELLOY-SAINT-LEONARD |
| 80082 | BELLOY-SUR-SOMME |
| 80083 | BERGICOURT |
| 80084 | BERMESNIL |
| 80085 | BERNATRE |
| 80086 | BERNAVILLE |
| 80087 | BERNAY-EN-PONTHIEU |
| 80088 | BERNES |
| 80089 | BERNEUIL |
| 80090 | BERNY-EN-SANTERRE |
| 80092 | BERTANGLES |
| 80093 | BERTEAUCOURT-LES-DAMES |
| 80094 | BERTEAUCOURT-LES-THENNES |
| 80095 | BERTRANCOURT |
| 80096 | BETHENCOURT-SUR-MER |
| 80097 | BETHENCOURT-SUR-SOMME |
| 80099 | BETTENCOURT-RIVIERE |
| 80100 | BETTENCOURT-SAINT-OUEN |
| 80101 | BEUVRAIGNES |
| 80102 | BIACHES |
| 80103 | BIARRE |
| 80105 | BILLANCOURT |
| 80106 | BLANGY-SOUS-POIX |
| 80107 | BLANGY-TRONVILLE |
| 80108 | BOISBERGUES |
| 80109 | LE BOISLE |
| 80110 | BOISMONT |
| 80112 | BONNAY |
| 80113 | BONNEVILLE |
| 80114 | BOSQUEL |
| 80115 | BOUCHAVESNES-BERGEN |
| 80116 | BOUCHOIR |
| 80117 | BOUCHON |
| 80118 | BOUFFLERS |
| 80119 | BOUGAINVILLE |
| 80121 | BOUILLANCOURT-LA-BATAILLE |
| 80122 | BOUQUEMAISON |
| 80123 | BOURDON |
| 80124 | BOURSEVILLE |
| 80125 | BOUSSICOURT |
| 80128 | BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS |
| 80129 | BOUZINCOURT |
| 80130 | BOVELLES |
| 80131 | BOVES |
| 80132 | BRACHES |
| 80133 | BRAILLY-CORNEHOTTE |
| 80134 | BRASSY |
| 80135 | BRAY-LES-MAREUIL |
| 80136 | BRAY-SUR-SOMME |
| 80137 | BREILLY |
| 80138 | BRESLE |
| 80139 | BREUIL |
| 80140 | BREVILLERS |
| 80141 | BRIE |
| 80142 | BRIQUEMESNIL-FLOXICOURT |
| 80144 | BROUCHY |
| 80145 | BRUCAMPS |
| 80146 | BRUTELLES |
| 80147 | BUIGNY-L'ABBE |
| 80149 | BUIGNY-SAINT-MACLOU |
| 80150 | BUIRE-COURCELLES |
| 80151 | BUIRE-SUR-L'ANCRE |
| 80152 | BUS-LA-MESIERE |
| 80153 | BUS-LES-ARTOIS |
| 80154 | BUSSU |
| 80155 | BUSSUS-BUSSUEL |
| 80156 | BUSSY-LES-DAOURS |
| 80157 | BUSSY-LES-POIX |
| 80158 | BUVERCHY |
| 80159 | CACHY |
| 80160 | CAGNY |
| 80161 | CAHON |
| 80162 | CAIX |
| 80163 | CAMBRON |
| 80164 | CAMON |
| 80165 | CAMPS-EN-AMIENOIS |
| 80166 | CANAPLES |
| 80167 | CANCHY |
| 80168 | CANDAS |
| 80169 | CANNESSIERES |
| 80170 | CANTIGNY |
| 80171 | CAOURS |
| 80172 | CAPPY |
| 80173 | CARDONNETTE |
| 80174 | LE CARDONNOIS |
| 80175 | CARNOY |
| 80176 | CARREPUIS |
| 80177 | CARTIGNY |
| 80179 | CAULIERES |
| 80180 | CAVILLON |
| 80181 | CAYEUX-EN-SANTERRE |
| 80184 | CERISY |
| 80185 | CHAMPIEN |

| | |
|---|---|
| 80186 | CHAULNES |
| 80187 | LA CHAUSSEE-TIRANCOURT |
| 80188 | CHAUSSOY-EPAGNY |
| 80189 | LA CHAVATTE |
| 80190 | CHEPY |
| 80191 | CHILLY |
| 80192 | CHIPILLY |
| 80193 | CHIRMONT |
| 80194 | CHUIGNES |
| 80195 | CHUIGNOLLES |
| 80196 | CITERNE |
| 80197 | CIZANCOURT |
| 80198 | CLAIRY-SAULCHOIX |
| 80199 | CLERY-SUR-SOMME |
| 80200 | COCQUEREL |
| 80201 | COIGNEUX |
| 80202 | COISY |
| 80203 | COLINCAMPS |
| 80204 | COMBLES |
| 80205 | CONDE-FOLIE |
| 80206 | CONTALMAISON |
| 80207 | CONTAY |
| 80208 | CONTEVILLE |
| 80209 | CONTOIRE |
| 80210 | CONTRE |
| 80211 | CONTY |
| 80212 | CORBIE |
| 80213 | COTTENCHY |
| 80214 | COULLEMELLE |
| 80215 | COULONVILLERS |
| 80216 | COURCELETTE |
| 80217 | COURCELLES-AU-BOIS |
| 80218 | COURCELLES-SOUS-MOYENCOURT |
| 80219 | COURCELLES-SOUS-THOIX |
| 80220 | COURTEMANCHE |
| 80221 | CRAMONT |
| 80222 | CRECY-EN-PONTHIEU |
| 80223 | CREMERY |
| 80224 | CRESSY-OMENCOURT |
| 80225 | CREUSE |
| 80226 | CROIX-MOLIGNEAUX |
| 80227 | CROIXRAULT |
| 80228 | LE CROTOY |
| 80229 | CROUY-SAINT-PIERRE |
| 80230 | CURCHY |
| 80231 | CURLU |
| 80232 | DAMERY |
| 80233 | DANCOURT-POPINCOURT |
| 80234 | DAOURS |
| 80236 | DAVENESCOURT |
| 80237 | DEMUIN |
| 80238 | DERNANCOURT |
| 80239 | DEVISE |
| 80240 | DOINGT |
| 80241 | DOMART-EN-PONTHIEU |
| 80242 | DOMART-SUR-LA-LUCE |
| 80243 | DOMESMONT |
| 80244 | DOMINOIS |
| 80245 | DOMLEGER-LONGVILLERS |
| 80246 | DOMMARTIN |
| 80247 | DOMPIERRE-BECQUINCOURT |
| 80248 | DOMPIERRE-SUR-AUTHIE |
| 80249 | DOMQUEUR |
| 80250 | DOMVAST |
| 80251 | DOUDELAINVILLE |
| 80252 | DOUILLY |
| 80253 | DOULLENS |
| 80256 | DREUIL-LES-AMIENS |
| 80258 | DRIENCOURT |
| 80259 | DROMESNIL |
| 80260 | DRUCAT |
| 80261 | DURY |
| 80262 | EAUCOURT-SUR-SOMME |
| 80263 | L'ECHELLE-SAINT-AURIN |
| 80264 | ECLUSIER-VAUX |
| 80266 | ENGLEBELMER |
| 80267 | ENNEMAIN |
| 80268 | EPAGNE-EPAGNETTE |
| 80269 | EPAUMESNIL |
| 80270 | EPECAMPS |
| 80271 | EPEHY |
| 80272 | EPENANCOURT |
| 80273 | EPLESSIER |
| 80274 | EPPEVILLE |
| 80275 | EQUANCOURT |
| 80276 | EQUENNES-ERAMECOURT |
| 80278 | ERCHES |
| 80279 | ERCHEU |
| 80280 | ERCOURT |
| 80281 | ERGNIES |
| 80282 | ERONDELLE |
| 80283 | ESCLAINVILLERS |
| 80284 | ESMERY-HALLON |
| 80285 | ESSERTAUX |
| 80287 | ESTREBOEUF |
| 80288 | ESTREES-DENIECOURT |
| 80290 | ESTREES-LES-CRECY |
| 80291 | ESTREES-SUR-NOYE |
| 80292 | ETALON |
| 80293 | ETELFAY |
| 80294 | ETERPIGNY |
| 80295 | ETINEHEM |
| 80296 | L'ETOILE |
| 80297 | ETREJUST |
| 80298 | ETRICOURT-MANANCOURT |
| 80299 | LA FALOISE |
| 80300 | FALVY |
| 80301 | FAMECHON |
| 80302 | FAVEROLLES |
| 80303 | FAVIERES |
| 80304 | FAY |
| 80305 | FERRIERES |
| 80306 | FESCAMPS |
| 80307 | FEUILLERES |
| 80308 | FEUQUIERES-EN-VIMEU |
| 80310 | FIENVILLERS |
| 80311 | FIGNIERES |
| 80312 | FINS |
| 80313 | FLAUCOURT |
| 80314 | FLERS |
| 80315 | FLERS-SUR-NOYE |
| 80316 | FLESSELLES |
| 80317 | FLEURY |
| 80318 | FLIXECOURT |
| 80319 | FLUY |
| 80320 | FOLIES |
| 80321 | FOLLEVILLE |
| 80322 | FONCHES-FONCHETTE |
| 80324 | FONTAINE-LE-SEC |
| 80325 | FONTAINE-LES-CAPPY |
| 80326 | FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER |
| 80327 | FONTAINE-SUR-MAYE |
| 80328 | FONTAINE-SUR-SOMME |
| 80329 | FORCEVILLE |
| 80330 | FORCEVILLE-EN-VIMEU |
| 80331 | FOREST-L'ABBAYE |
| 80332 | FOREST-MONTIERS |
| 80333 | FORT-MAHON-PLAGE |
| 80334 | FOSSEMANANT |
| 80335 | FOUCAUCOURT-EN-SANTERRE |
| 80336 | FOUCAUCOURT-HORS-NESLE |
| 80337 | FOUENCAMPS |
| 80338 | FOUILLOY |
| 80339 | FOUQUESCOURT |
| 80340 | FOURCIGNY |
| 80341 | FOURDRINOY |
| 80342 | FRAMERVILLE-RAINECOURT |
| 80344 | FRANCIERES |
| 80345 | FRANLEU |
| 80346 | FRANQUEVILLE |
| 80347 | FRANSART |
| 80348 | FRANSU |
| 80349 | FRANSURES |
| 80350 | FRANVILLERS |
| 80351 | FRECHENCOURT |
| 80352 | FREMONTIERS |
| 80353 | FRESNES-MAZANCOURT |
| 80354 | FRESNES-TILLOLOY |
| 80355 | FRESNEVILLE |
| 80356 | FRESNOY-ANDAINVILLE |
| 80357 | FRESNOY-AU-VAL |
| 80358 | FRESNOY-EN-CHAUSSEE |
| 80359 | FRESNOY-LES-ROYE |
| 80360 | FRESSENNEVILLE |
| 80361 | FRETTECUISSE |
| 80364 | FRIAUCOURT |
| 80365 | FRICAMPS |
| 80366 | FRICOURT |
| 80367 | FRISE |
| 80368 | FRIVILLE-ESCARBOTIN |
| 80369 | FROHEN-SUR-AUTHIE |
| 80371 | FROYELLES |
| 80372 | FRUCOURT |
| 80374 | GAPENNES |
| 80376 | GENTELLES |
| 80377 | GEZAINCOURT |
| 80378 | GINCHY |
| 80379 | GLISY |
| 80380 | GORENFLOS |
| 80381 | GORGES |
| 80383 | GOYENCOURT |
| 80384 | GRANDCOURT |
| 80385 | GRAND-LAVIERS |
| 80386 | GRATIBUS |
| 80387 | GRATTEPANCHE |
| 80388 | GREBAULT-MESNIL |
| 80389 | GRECOURT |
| 80390 | GRIVESNES |
| 80391 | GRIVILLERS |
| 80392 | GROUCHES-LUCHUEL |
| 80393 | GRUNY |
| 80395 | GUERBIGNY |
| 80396 | GUESCHART |
| 80397 | GUEUDECOURT |
| 80399 | GUIGNEMICOURT |
| 80400 | GUILLAUCOURT |
| 80401 | GUILLEMONT |
| 80402 | GUIZANCOURT |
| 80403 | GUYENCOURT-SUR-NOYE |
| 80404 | GUYENCOURT-SAULCOURT |
| 80405 | HAILLES |
| 80406 | HALLENCOURT |
| 80407 | HALLIVILLERS |
| 80408 | HALLOY-LES-PERNOIS |
| 80409 | HALLU |
| 80410 | HAM |
| 80411 | LE HAMEL |
| 80412 | HAMELET |
| 80413 | HANCOURT |
| 80414 | HANGARD |
| 80415 | HANGEST-EN-SANTERRE |
| 80416 | HANGEST-SUR-SOMME |
| 80417 | HARBONNIERES |
| 80418 | HARDECOURT-AUX-BOIS |
| 80419 | HARGICOURT |
| 80420 | HARPONVILLE |
| 80421 | HATTENCOURT |
| 80422 | HAUTVILLERS-OUVILLE |
| 80423 | HAVERNAS |
| 80424 | HEBECOURT |
| 80425 | HEDAUVILLE |
| 80426 | HEILLY |
| 80427 | HEM-HARDINVAL |
| 80428 | HEM-MONACU |
| 80429 | HENENCOURT |
| 80430 | HERBECOURT |
| 80431 | HERISSART |
| 80432 | HERLEVILLE |
| 80433 | HERLY |
| 80434 | HERVILLY |
| 80435 | HESBECOURT |

| | |
|---|---|
| 80436 | HESCAMPS |
| 80437 | HEUCOURT-CROQUOISON |
| 80438 | HEUDICOURT |
| 80439 | HEUZECOURT |
| 80440 | HIERMONT |
| 80442 | HOMBLEUX |
| 80443 | HORNOY-LE-BOURG |
| 80444 | HUCHENNEVILLE |
| 80445 | HUMBERCOURT |
| 80446 | HUPPY |
| 80447 | HYENCOURT-LE-GRAND |
| 80449 | IGNAUCOURT |
| 80451 | IRLES |
| 80452 | JUMEL |
| 80453 | LABOISSIERE-EN-SANTERRE |
| 80455 | LACHAPELLE |
| 80458 | LAHOUSSOYE |
| 80459 | LALEU |
| 80461 | LAMOTTE-BREBIERE |
| 80462 | LAMOTTE-BULEUX |
| 80463 | LAMOTTE-WARFUSEE |
| 80464 | LANCHERES |
| 80465 | LANGUEVOISIN-QUIQUERY |
| 80466 | LANCHES-SAINT-HILAIRE |
| 80467 | LAUCOURT |
| 80468 | LAVIEVILLE |
| 80469 | LAWARDE-MAUGER-L'HORTOY |
| 80470 | LEALVILLERS |
| 80472 | LESBOEUFS |
| 80473 | LIANCOURT-FOSSE |
| 80474 | LICOURT |
| 80475 | LIERAMONT |
| 80476 | LIERCOURT |
| 80477 | LIGESCOURT |
| 80478 | LIGNIERES |
| 80480 | LIGNIERES-EN-VIMEU |
| 80481 | LIHONS |
| 80482 | LIMEUX |
| 80485 | LOEUILLY |
| 80486 | LONG |
| 80487 | LONGAVESNES |
| 80488 | LONGPRE-LES-CORPS-SAINTS |
| 80489 | LONGUEAU |
| 80490 | LONGUEVAL |
| 80491 | LONGUEVILLETTE |
| 80493 | LOUVENCOURT |
| 80494 | LOUVRECHY |
| 80495 | LUCHEUX |
| 80496 | MACHIEL |
| 80497 | MACHY |
| 80498 | MAILLY-MAILLET |
| 80499 | MAILLY-RAINEVAL |
| 80501 | MAISON-PONTHIEU |
| 80502 | MAISON-ROLAND |
| 80503 | MAIZICOURT |
| 80504 | MALPART |
| 80505 | MAMETZ |
| 80507 | MARCELCAVE |
| 80508 | MARCHE-ALLOUARDE |
| 80509 | MARCHELEPOT |
| 80511 | MARESTMONTIERS |
| 80512 | MAREUIL-CAUBERT |
| 80513 | MARICOURT |
| 80514 | MARIEUX |
| 80515 | MARLERS |
| 80516 | MARQUAIX |
| 80517 | MARQUIVILLERS |
| 80519 | MATIGNY |
| 80520 | MAUCOURT |
| 80521 | MAUREPAS |
| 80523 | MEAULTE |
| 80524 | MEHARICOURT |
| 80525 | MEIGNEUX |
| 80526 | LE MEILLARD |
| 80528 | MEREAUCOURT |
| 80529 | MERELESSART |
| 80530 | MERICOURT-L'ABBE |
| 80531 | MERICOURT-EN-VIMEU |
| 80532 | MERICOURT-SUR-SOMME |
| 80535 | LE MESGE |
| 80536 | MESNIL-BRUNTEL |
| 80537 | MESNIL-DOMQUEUR |
| 80538 | MESNIL-EN-ARROUAISE |
| 80540 | MESNIL-MARTINSART |
| 80541 | MESNIL-SAINT-GEORGES |
| 80542 | MESNIL-SAINT-NICAISE |
| 80543 | METIGNY |
| 80544 | MEZEROLLES |
| 80545 | MEZIERES-EN-SANTERRE |
| 80546 | MIANNAY |
| 80547 | MILLENCOURT |
| 80548 | MILLENCOURT-EN-PONTHIEU |
| 80549 | MIRAUMONT |
| 80550 | MIRVAUX |
| 80551 | MISERY |
| 80552 | MOISLAINS |
| 80553 | MOLLIENS-AU-BOIS |
| 80554 | MOLLIENS-DREUIL |
| 80555 | MONCHY-LAGACHE |
| 80556 | MONS-BOUBERT |
| 80557 | ESTREES-MONS |
| 80558 | MONSURES |
| 80559 | MONTAGNE-FAYEL |
| 80560 | MONTAUBAN-DE-PICARDIE |
| 80561 | MONTDIDIER |
| 80562 | MONTIGNY-SUR-L'HALLUE |
| 80563 | MONTIGNY-LES-JONGLEURS |
| 80565 | MONTONVILLERS |
| 80566 | FIEFFES-MONTRELET |
| 80568 | MORCHAIN |
| 80569 | MORCOURT |
| 80570 | MOREUIL |
| 80571 | MORISEL |
| 80572 | MORLANCOURT |
| 80574 | MOUFLERS |
| 80575 | MOUFLIERES |
| 80576 | MOYENCOURT |
| 80577 | MOYENCOURT-LES-POIX |
| 80578 | MOYENNEVILLE |
| 80579 | MUILLE-VILLETTE |
| 80580 | NAMPONT |
| 80582 | NAMPS-MAISNIL |
| 80583 | NAMPTY |
| 80584 | NAOURS |
| 80585 | NESLE |
| 80588 | NEUFMOULIN |
| 80589 | NEUILLY-LE-DIEN |
| 80590 | NEUILLY-L'HOPITAL |
| 80591 | NEUVILLE-AU-BOIS |
| 80593 | LA NEUVILLE-LES-BRAY |
| 80594 | NEUVILLE-LES-LOEUILLY |
| 80595 | LA NEUVILLE-SIRE-BERNARD |
| 80596 | NEUVILLETTE |
| 80597 | NIBAS |
| 80598 | NOUVION |
| 80599 | NOYELLES-EN-CHAUSSEE |
| 80600 | NOYELLES-SUR-MER |
| 80601 | NURLU |
| 80602 | OCCOCHES |
| 80603 | OCHANCOURT |
| 80605 | OFFOY |
| 80606 | OISEMONT |
| 80607 | OISSY |
| 80608 | OMIECOURT |
| 80609 | ONEUX |
| 80611 | ORESMAUX |
| 80614 | OUTREBOIS |
| 80615 | OVILLERS-LA-BOISSELLE |
| 80616 | PARGNY |
| 80617 | PARVILLERS-LE-QUESNOY |
| 80618 | PENDE |
| 80619 | PERNOIS |
| 80620 | PERONNE |
| 80621 | PERTAIN |
| 80622 | PICQUIGNY |
| 80623 | PIENNES-ONVILLERS |
| 80624 | PIERREGOT |
| 80625 | PIERREPONT-SUR-AVRE |
| 80626 | PISSY |
| 80627 | PLACHY-BUYON |
| 80628 | LE PLESSIER-ROZAINVILLERS |
| 80629 | POEUILLY |
| 80630 | POIX-DE-PICARDIE |
| 80631 | PONCHES-ESTRUVAL |
| 80632 | PONT-DE-METZ |
| 80633 | PONTHOILE |
| 80634 | PONT-NOYELLES |
| 80635 | PONT-REMY |
| 80637 | PORT-LE-GRAND |
| 80638 | POTTE |
| 80639 | POULAINVILLE |
| 80640 | POZIERES |
| 80642 | PROUVILLE |
| 80643 | PROUZEL |
| 80644 | PROYART |
| 80645 | PUCHEVILLERS |
| 80646 | PUNCHY |
| 80647 | PUZEAUX |
| 80648 | PYS |
| 80649 | QUEND |
| 80650 | QUERRIEU |
| 80652 | LE QUESNEL |
| 80654 | QUESNOY-LE-MONTANT |
| 80655 | QUESNOY-SUR-AIRAINES |
| 80656 | QUEVAUVILLERS |
| 80657 | QUIRY-LE-SEC |
| 80658 | QUIVIERES |
| 80659 | RAINCHEVAL |
| 80661 | RAINNEVILLE |
| 80664 | RANCOURT |
| 80665 | REGNIERE-ECLUSE |
| 80666 | REMAISNIL |
| 80667 | REMAUGIES |
| 80668 | REMIENCOURT |
| 80669 | RETHONVILLERS |
| 80670 | REVELLES |
| 80671 | RIBEAUCOURT |
| 80672 | RIBEMONT-SUR-ANCRE |
| 80673 | RIENCOURT |
| 80674 | RIVERY |
| 80675 | ROGY |
| 80676 | ROIGLISE |
| 80677 | ROISEL |
| 80678 | ROLLOT |
| 80679 | RONSSOY |
| 80680 | ROSIERES-EN-SANTERRE |
| 80681 | ROUVREL |
| 80682 | ROUVROY-EN-SANTERRE |
| 80683 | ROUY-LE-GRAND |
| 80684 | ROUY-LE-PETIT |
| 80685 | ROYE |
| 80686 | RUBEMPRE |
| 80687 | RUBESCOURT |
| 80688 | RUE |
| 80690 | RUMIGNY |
| 80691 | SAIGNEVILLE |
| 80692 | SAILLY-FLIBEAUCOURT |
| 80693 | SAILLY-LAURETTE |
| 80694 | SAILLY-LE-SEC |
| 80695 | SAILLY-SAILLISEL |
| 80696 | SAINS-EN-AMIENOIS |
| 80697 | SAINT-ACHEUL |
| 80698 | SAINT-AUBIN-MONTENOY |
| 80700 | SAINT-BLIMONT |
| 80701 | SAINT-CHRIST-BRIOST |
| 80702 | SAINT-FUSCIEN |
| 80704 | SAINT-GRATIEN |
| 80705 | SAINT-LEGER-LES-AUTHIE |
| 80706 | SAINT-LEGER-LES-DOMART |
| 80708 | SAINT-MARD |
| 80709 | SAINT-MAULVIS |

| | |
|---|---|
| 80711 | SAINT-OUEN |
| 80713 | SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT |
| 80716 | SAINT-RIQUIER |
| 80717 | SAINT-SAUFLIEU |
| 80718 | SAINT-SAUVEUR |
| 80719 | SAINTE-SEGREE |
| 80721 | SAINT-VALERY-SUR-SOMME |
| 80722 | SAINT-VAAST-EN-CHAUSSEE |
| 80723 | SAISSEVAL |
| 80724 | SALEUX |
| 80725 | SALOUEL |
| 80726 | SANCOURT |
| 80728 | SAULCHOY-SOUS-POIX |
| 80729 | SAUVILLERS-MONGIVAL |
| 80730 | SAVEUSE |
| 80733 | SENLIS-LE-SEC |
| 80734 | SENTELIE |
| 80735 | SEUX |
| 80736 | SOREL-EN-VIMEU |
| 80737 | SOREL |
| 80738 | SOUES |
| 80740 | SOURDON |
| 80741 | SOYECOURT |
| 80742 | SURCAMPS |
| 80743 | SUZANNE |
| 80744 | TAILLY |
| 80746 | TALMAS |
| 80747 | TEMPLEUX-LA-FOSSE |
| 80748 | TEMPLEUX-LE-GUERARD |
| 80749 | TERRAMESNIL |
| 80750 | TERTRY |
| 80751 | THENNES |
| 80752 | THEZY-GLIMONT |
| 80753 | THIEPVAL |
| 80754 | THIEULLOY-L'ABBAYE |
| 80755 | THIEULLOY-LA-VILLE |
| 80756 | THIEVRES |
| 80757 | THOIX |
| 80758 | THORY |
| 80759 | TILLOLOY |
| 80761 | TILLOY-LES-CONTY |
| 80762 | TINCOURT-BOUCLY |
| 80763 | LE TITRE |
| 80764 | TOEUFLES |
| 80765 | TOURS-EN-VIMEU |
| 80766 | TOUTENCOURT |
| 80769 | TREUX |
| 80770 | TULLY |
| 80771 | UGNY-L'EQUIPEE |
| 80773 | VADENCOURT |
| 80774 | VAIRE-SOUS-CORBIE |
| 80775 | VALINES |
| 80776 | VARENNES |
| 80777 | VAUCHELLES-LES-AUTHIE |
| 80778 | VAUCHELLES-LES-DOMART |
| 80779 | VAUCHELLES-LES-QUESNOY |
| 80780 | VAUDRICOURT |
| 80781 | VAUVILLERS |
| 80782 | VAUX-EN-AMIENOIS |
| 80783 | VAUX-MARQUENNEVILLE |
| 80784 | VAUX-SUR-SOMME |
| 80785 | VECQUEMONT |
| 80786 | VELENNES |
| 80787 | VERCOURT |
| 80788 | VERGIES |
| 80789 | VERMANDOVILLERS |
| 80790 | VERPILLIERES |
| 80791 | VERS-SUR-SELLES |
| 80792 | LA VICOGNE |
| 80793 | VIGNACOURT |
| 80794 | VILLECOURT |
| 80795 | VILLE-LE-MARCLET |
| 80797 | VILLERS-AUX-ERABLES |
| 80798 | VILLERS-BOCAGE |
| 80799 | VILLERS-BRETONNEUX |
| 80800 | VILLERS-CAMPSART |
| 80801 | VILLERS-CARBONNEL |
| 80802 | VILLERS-FAUCON |
| 80803 | VILLERS-LES-ROYE |
| 80804 | VILLERS-SOUS-AILLY |
| 80805 | VILLERS-TOURNELLE |
| 80806 | VILLERS-SUR-AUTHIE |
| 80807 | VILLE-SUR-ANCRE |
| 80808 | VIRONCHAUX |
| 80810 | VITZ-SUR-AUTHIE |
| 80811 | VOYENNES |
| 80812 | VRAIGNES-EN-VERMANDOIS |
| 80814 | VRELY |
| 80815 | VRON |
| 80819 | WARGNIES |
| 80820 | WARLOY-BAILLON |
| 80821 | WARLUS |
| 80822 | WARSY |
| 80823 | WARVILLERS |
| 80824 | WIENCOURT-L'EQUIPEE |
| 80825 | WIRY-AU-MONT |
| 80826 | WOIGNARUE |
| 80827 | WOINCOURT |
| 80828 | WOIREL |
| 80829 | Y |
| 80830 | YAUCOURT-BUSSUS |
| 80832 | YVRENCH |
| 80833 | YVRENCHEUX |
| 80834 | YZENGREMER |
| 80835 | YZEUX |
| 80836 | YONVAL |

*** Communes qui feront l'objet d'une délimitation infracommunale**

# DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

**BUREAU DE L'ANIMATION TERRITORIALE ET DES ENTREPRISES**

**Ordre du jour des réunions du mardi 13 décembre 2016 commission départementale d'aménagement commercial du pas-de-calais**

14H30 Demande de permis de construire n° PC 062 057 16 00008

Demande présentée par la Société par actions simplifiée CARREFOUR PROPERTY FRANCE sise Zone Industrielle, Route de Paris à Mondeville (14120), afin de procéder à l'extension de 2181 m² à 2950 m² (+ 769 m²) de la surface de vente du supermarché à l'enseigne « CARREFOUR MARKET » situé Avenue des Alliés à Audruicq (62370), et de création, à la même adresse, d'un « Drive » comportant 2 pistes de ravitaillement et 36 m² d'emprise au sol, affectés au retrait des marchandises.

15H15 Demande de permis de construire n° PC 062 560 16 00017

Demande présentée par la Société civile immobilière GLOS sise rue des Poissonniers à Marquise (62250), afin de procéder à la restructuration de l'ensemble commercial « INTERMARCHÉ » et « BRICOMARCHÉ » situé rue des Poissonniers à Marquise.

Cette restructuration se traduira par :

- le déplacement du magasin à l'enseigne « BRICOMARCHÉ » dans les locaux occupés actuellement par le supermarché à l'enseigne « INTERMARCHÉ » ; il continuera à être exploité sur une surface de vente de 1600 m² ;
- la démolition du bâtiment occupé actuellement par le magasin « BRICOMARCHÉ » ;
- le déplacement et l'extension de 1714 m² à 4055 m² (+ 2341 m²) de la surface de vente du supermarché à l'enseigne « INTERMARCHÉ » ;
- l'extension de 521,58 m² à 1439 m² (+ 917,42 m²) de la surface de vente de la galerie marchande du supermarché ; la galerie sera composée de plusieurs cellules de moins de 300 m² de vente et d'un commerce non alimentaire, d'une surface de vente de 600 m² ;
- le déplacement du « Drive » qui passera de 2 à 4 pistes de ravitaillement et comportera une emprise au sol de 117,50 m² affectés au retrait des marchandises.

ordre du jour des réunions du 13 décembre 2016 de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Pas-de-Calais.